



*Le champion de l'Europe Orientale*

# Gheorghiu Dej

*A Bucarest, le 19 mars, est mort Gheorghiu Dej, chef de l'Etat Roumain.*

*Il était né en 1901, et fut dans sa jeunesse cheminot aux Chemins de Fer roumains. Une grande grève aux usines «Grivitza» de Bucarest, en 1933 organisée par lui sur le plan pratique et par Lucreziu Patrascanu sur le plan politique, s'acheva, après l'intervention des troupes royales, dans un bain de sang et par un procès à sensation à l'issue duquel furent prononcées de graves condamnations.*

*Gheorghiu Dej sortit de prison en 1944 et depuis lors, sauf pour de courtes périodes, il occupa toujours des postes de haute responsabilité dans la hiérarchie roumaine de ces vingt dernières années.*

*La presse occidentale des tendances les plus disparates a donné un fort relief à la nouvelle de la mort de l'homme d'Etat roumain. Car Gheorghiu Dej n'a pas été un simple instrument de Moscou, comme le fut la macabre Anna Pauker et son équipe d'assassins, mais, au contraire, il s'est rebellé contre les maîtres insatiables du Kremlin et a cherché à affranchir le peuple roumain de l'exploitation soviétique en renouant les liens traditionnels de la Roumanie, pays latin et chrétien, avec le monde occidental.*

*Quinze ans plus tôt, une tentative analogue avait été effectuée par Lucreziu Patrascanu dirigeant du parti communiste roumain pendant presque vingt ans de clandestinité, intellectuel au cerveau fécond, idéaliste et figure des plus populaires en Roumanie. Avant Tito, Patrascanu fut le premier à se rebeller contre Moscou, mais sa tentative était prématurée et il acheva sa vie devant le poteau d'exécution.*

*Le mérite de Dej a été d'avoir su attendre et de choisir le bon moment pour agir: ce moment a été le conflit sino-soviétique qui lui permit de trouver habilement, entre Moscou et Pékin, le chemin qui le menait à Rome, Paris et New York.*

*Ce fut une habile manoeuvre politique, d'une portée révolutionnaire et qui eut une vaste résonance, non seulement en Roumanie, mais dans le monde entier.*

*La mort soudaine de Dej mettra fin à cette tendance libératrice?*

*Espérons que non. Nous l'espérons de tout coeur, non seulement pour l'avenir de ce cher et grand pays qu'est la Roumanie, mais aussi pour l'équilibre européen tout entier, inconcevable et irréalisable sans la collaboration effective des Pays d'au delà le rideau de fer, libérés de l'exploitation économique soviétique et de l'esprit marxiste qui n'a pas, n'a jamais éveillé aucun écho dans les peuples de l'Europe orientale.*

L. K.

# MOUVEMENT EUROPEEN

## L'INSPIRATEUR

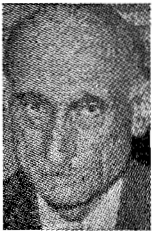
Sir Winston Churchill

Le 1er septembre 1964, Sir Winston Churchill déclarait, dans un discours qu'il prononçait lors de sa réception officielle à l'Université de Zurich et qui alerta toutes les opinions publiques: "Nous devons créer les Etats-Unis d'Europe ...



Le premier pas sera de constituer le Conseil de l'Europe". Si cette déclaration dut pour beaucoup, son retentissement à la personne de son auteur, elle eut aussi la chance de tomber dans un climat propice, car des partisans de l'unité de l'Europe étaient déjà occupés à se regrouper.

## LES GRANDS RÉALISATEURS



◀ Robert Schuman



◀ Konrad Adenauer



Alcide de Gasperi ▶

**Président.** M. Maurice Faure.

**Vice-Président.** sir. Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

**Secrétaire Général:** Robert van SCHENDEL.

### CONSEIL INTERNATIONAL

**Membres:** délégués des organisations internationales et nationales adhérentes

### BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

**Président:** M. Maurice FAURE.

**Vice-Président:** Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

**Membres:** M.A. ALERS, Baron BOEL, MM. Georges BOHY, Alfred BOREL, René COURTIN, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Lord GLADWYN, John MYND, F. JOCKIN, E. MAJONICA, René MAYER, J.H.C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, André VOISIN et Terje WOLD.

**Secrétaire Général:** Robert van SCHENDEL.

### CONSEIL PARLEMENTAIRES DU MOUVEMENT EUROPEEN

**Président:** M Georges. BOHY.

**I. Organisations membres du Mouvement Européen.**

#### A. Internationales:

Associations Européenne des Enseignants . . . . .	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste . . . . .	
Président du Comité Fédéral . . . . .	Henri BRUGMANS
Président du Comité Exécutif . . . . .	André VOISIN
Conseil des Communes d'Europe . . . . .	Henry CRAVATTE
Conseil Parleemntaire du Mouvement Européen . . . . .	Georges BOHY
Ligue Européenne de Coopération Economique . . . . .	Baron BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie . . . . .	René DREZE
Mouvement Gauche Européenne . . . . .	Andé PHILIP
Nouvelles Equipes Internationales . . . . .	Théo LEFEVRE
Union des Résistants pour une Europe Unie . . . . .	Jean KREHER

#### B. Nationales:

Conseils allemand, autrichien, belge, britannique, danois, français, grec, irlandais, italien, luxembourgeois, néerlandais, norvégien, suédois, suisse, turc; comités albanais, bulgare, hongrois, polonais, tchéque et des Pays Baltes.

### INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève) . . . . .	Denis de ROUGEMONT, Directeur
Collège d'Europe (Bruges) . . . . .	Etienne de la VALLEE POUSSIN
Commission de l'Europe Centrale et Orientale . . . . .	Henri BRUGMANS, Recteur

### SECRETARIAT GENERAL INTERNATIONAL

Bruxelles, 4, avenue d'Auderghem, 57 1 - tél. 35.01.94.

# “Il n'a pas oublié qu'il était Roumain,,

Un profond connaisseur des problèmes roumains et russes, le journaliste Franco Trandafillo, écrivait dans « Il TEMPO », quotidien de Rome, au lendemain de la mort de Gheorghiu Dej :

« C'est lui, Gheorghiu Dej qui, avec un sens politique profond, sut profiter des divergences nées entre Moscou et Pékin, pour jouer le rôle de champion de l'indépendance des Etats socialistes, s'interposer comme intermédiaire dans la scission entre les deux colosses. En réalité son but principal était de pacifier les âmes de ses concitoyens qui nourrissent depuis des siècles un vif sentiment d'aversion vis-à-vis de la Russie laquelle s'est à maintes reprises emparée de territoires roumains.

## Les sondages auprès de l'Occident

Gheorghe Gheorghiu Dej, révéland des dons insoupçonnés d'homme politique, avait compris que le régime avait besoin d'un changement de route, qu'un peuple comme le peuple roumain qui n'avait subi durant la guerre aucune restriction alimentaire, qui possédait toutes les richesses, notamment le précieux pétrole, ne pouvait être éternellement condamné à la pauvreté et à la privation de la liberté. C'est alors qu'il commença de prudents sondages auprès des grandes puissances occidentales pour obtenir des aides techniques avantageuses, l'installation de nouvelles entreprises, et des échanges de produits. Il conçut et fit conclure par ses ministres des accords dans ce sens, avec les Etats-Unis, la France et l'Italie.

C'était la preuve que le régime voulait améliorer les conditions générales de vie du peuple roumain et " semble que des

progrès sensibles soient déjà en acte dans ce secteur.

Sans aucun doute, dans l'histoire de ces dernières années, et non seulement de l'histoire roumaine, il restera surtout l'homme qui a préparé en silence, mais avec des résultats sensationnels, le détachement progressif de la Roumanie de l'orbite soviétique. L'éloignement commença en 1958 quand Gheorghe Gheorghiu Dej obtint que son pays fût libéré du plus lourd des fardeaux que lui avait imposés l'hégémonie soviétique, la présence en Roumanie, de troupes d'occupation de l'Armée Rouge. Une fois le Pays libéré du cauchemar de cette occupation qui déterminait une situation de caractère colonialiste, Gheorghiu Dej se rebella aussitôt contre l'exploitation économique et agricole de la Roumanie de la part des Russes en réduisant considérablement les contingents de fournitures destinés aux Soviétiques, qui ne donnaient, en échange de colossaux envois de produits roumains, que des crédits symboliques dont on ignorait quand et comment ils seraient soldés.

## Contre le Comecon et pour la Bassarabie

Le dernier acte de sa politique demeure l'aversion déclarée et tenace de la Roumanie contre la réalisation des plans du COMECON, sorte d'organisme planificateur des économies des pays satellites de Moscou.

Et, tandis que sa vie approchait de son terme, on pouvait enregistrer la revendication la

plus sensationnelle de la Roumanie vis-à-vis de l'Union Soviétique. Elle ne date que de quelques semaines la publication de cet article où l'on parle pour la première fois du douloureux calvaire de la Bassarabie, la terre que pendant un siècle les Russes avaient soustraite à la Roumanie, qui lui fut restituée à la fin de la première guerre mondiale et dont les Soviétiques s'emparèrent à nouveau en 1944.

Cette habile politique d'éloignement de la Roumanie et ces prémisses de revendications ultérieures ont vu se clore la vie de Gheorghe Gheorghiu Dej, dont la disparition est vivement déplorée par ses concitoyens. Ayant à supporter un régime qui leur a été imposé par l'occupation militaire soviétique, il n'est pas douteux que Gheorghiu représentait en fin de compte le moins compréhensif des dirigeants communistes. Mais ceci n'exclut pas que sa vie politique ait été jalonnée de dociles concessions et de rébellions déçues à la méthode moscovite.

Et l'on s'explique ces contradictions si l'on pense que Gheorghiu a été le seul des vieux communistes roumains à n'avoir pas été éduqué politiquement à l'école de Moscou où il ne se réfugia jamais, préférant payer de sa personne et subir les persécutions qui lui furent infligées pour ses idées.

Au fond, on peut dire de lui qu'en dépit de ses principes politiques, l'amour de son Pays finit par l'emporter, provoquant ces décisions qui devaient finir par le faire mettre tacitement à l'index par le Kremlin.

## Activité de la Chambre de Commerce Internationale

# La coopération, clé du progrès

Les progrès sensationnels de la science et de la technique permettant aux hommes de tirer parti de toutes les ressources naturelles dont ils disposent, leur ouvrent des perspectives illimitées de prospérité économique. Si, d'un côté, il est à redouter qu'ils ne se laissent entraîner à négliger la vie spirituelle pour tirer parti des richesses matérielles qui leur sont ainsi offertes, il ne faut pas oublier que la prospérité économique est un facteur de paix: non point tant parce qu'elle apporte à tous un bien-être qui ne peut ni ne doit être l'objectif final de la condition humaine; mais plutôt parce que les relations économiques, les échanges commerciaux, qui demandent un climat d'entente et de collaboration, favorisent la compréhension réciproque et les activités pacifiques.

Les hommes d'affaires n'ignorent pas que les entreprises et les investissements privés sont d'excellents agents d'essor économique, mais ils savent aussi que la tension politique leur est néfaste et que seule la paix leur apporte le succès.

La Chambre de Commerce internationale qui groupe et coordonne l'action des opérateurs économiques de tous les Pays est donc appelée à jouer un rôle de premier plan dans l'évolution du monde futur.

La C.C.I. est l'organisme central des industriels et des commerçants, des banquiers et des assureurs, des transporteurs, des transitaires et des usagers des transports et généralement des milieux économiques des 62 Pays appartenant à tous les stades de développement économiques. Elle permet aux chefs d'entreprise d'échanger leurs expériences, elle coordonne leurs avis et se fait leur porte-parole auprès des

gouvernements et des instances internationales.

### Favoriser l'entreprise privée et la libre circulation des biens

L'action de la C.C.I. tend à favoriser dans la mesure du possible l'entreprise privée et la libre circulation des hommes, des marchandises, des services et des capitaux entre les nations. En travaillant à l'expansion des échanges, elle entend contribuer à la prospérité de tous.

Sa base nationale est la fédération de 40 sections nationales ou «Comités nationaux de la CCI» répartis sur les 5 continents. Chaque Pays confronte ensuite ses vues avec celles des autres Pays dans le cadre des 60 Commissions et Comités Techniques ou Régionaux qui établissent une synthèse des opinions présentées et dégagent le point

de vue international. Enfin, au sommet, se trouve le Conseil international de la CCI dont les membres sont désignés par les Comités nationaux, et qui amende et coordonne le travail des Commissions. Le Congrès qui se réunit tous les deux ans, est une assemblée générale des membres qui prend connaissance des travaux des deux années précédentes et détermine l'orientation des activités futures.

Nous nous occuperons ici du XXe Congrès de la CCI qui s'est déroulé à la Nouvelle Dehli du 6 au 13 février 1965 et qui faisait suite au Congrès de Mexico, de 1963.

### «La coopération internationale, clef du progrès économique»

Le thème de ce Congrès était en effet d'un intérêt particulier, au moment où l'avènement de nouveaux Pays, depuis peu parvenus à leur indépendance, pose à la politique internationale des problèmes multiples. Il n'y a encore que quelques années, ces pays, économiquement sous-développés, étaient appelés à entrer dans l'une ou l'autre des zones d'influence des deux «blocs» qui semblaient vouloir se partager le monde. L'Europe, en commençant à s'unifier, en coordonnant ses efforts, en unissant ses ressources économiques a atteint un niveau de prospérité qui lui permet de jouer à son tour un rôle de premier plan dans la détermination des programmes de collaboration mondiale. Nous publions donc, pour nos lecteurs, le résumé du rapport présenté par le professeur Pieter Kuin, au Congrès de la Nouvelle Dehli, et qui définit le sens et la portée des récents débats.



## Le XX<sup>e</sup> Congrès de la C.C.I. à la Nouvelle Delhi

# La paix apporte le succès aux entreprises privées

Les récents Congrès de la Chambre de Commerce Internationale ont tous porté sur les moyens propres à favoriser l'établissement de relations économiques plus étroites entre les nations et, en s'appuyant au maximum sur l'entreprise privée, à rendre ces nations prospères. Chacun des thèmes des Congrès précédents reflétait l'un des aspects de cet objectif en vue duquel la CCI n'a jamais cessé d'agir.

Le thème choisi pour le XX<sup>e</sup> Congrès de La Nouvelle Delhi se réfère également à ce souci fondamental de la CCI, mais il s'applique à un domaine plus d'actualité que jamais, celui des relations entre les pays pourvus et hautement développés, d'une part, et les pays plus pauvres et économiquement sous-développés, d'autre part. On pourrait se demander pourquoi la CCI consacre tout un Congrès à l'étude de ce problème, qui a déjà été, et qui continue à faire l'objet de discussions dans tous les milieux, parfois avec l'ardeur qui caractérise la passion politique.

La CCI, bien que ses préoccupations ne soient ni purement scientifiques, ni essentiellement politiques, estime néanmoins qu'elle a son mot à dire dans ce débat, en raison de l'expérience des milieux économiques internationaux. Dans le passé, la domination politique a fortement imprégné les relations entre les pays pauvres et les pays plus riches. L'apparition du sentiment national dans les anciens territoires coloniaux, s'accompagnant d'une meilleure compréhension de la part des anciennes métropoles, a mis fin à cette période. Le contre-coup en est toujours ressenti, cependant, et dans de nombreuses parties du monde un climat de méfiance et de rancœur persiste. Bien entendu, les passions politiques s'éveillent facilement; mais les hommes d'affaires,

cependant, réussissent souvent à établir des contacts dans tous les pays du monde et à mettre sur pied une coopération avec eux. La tension politique ne profite pas aux entreprises privées; c'est la paix qui, au contraire, leur apporte le succès.

Il importe de prendre garde à ce que ne s'instaurent pas dans le monde des formes nouvelles de domination. Les accusations de néo-colonialisme naissent souvent d'une méfiance sans fondement; aussi les nouvelles relations entre pays ayant atteint des niveaux différents de développement économique ne peuvent-elles être fécondes et pacifiques qu'à la condition d'être fondées sur la reconnaissance de la Souveraineté et de l'égalité des droits des pays neufs.

On trouve cette idée au coeur même du thème du Congrès: «La coopération internationale, clef du progrès économique». Mais la coopération est bien plus qu'une reconnaissance réciproque d'indépendance. Elle suppose le désir, voire la ferme volonté, de coopérer. Nous recherchons à cet égard des solutions satisfaisantes et durables. La coopération internationale a consisté jusqu'ici à donner et à recevoir de l'aide, mais cela n'est pas le meilleur moyen d'établir des relations permanentes et fructueuses. L'aide internationale a tout d'abord été offerte, sur une vaste échelle, à l'Europe de l'Ouest par les Etats-Unis. Un succès spectaculaire a pu être obtenu, non seulement en raison de la générosité sans précédent

des Américains, mais aussi parce que l'Europe possédait le potentiel nécessaire à un redressement rapide. Non seulement une bonne partie de ses industries était demeurée intacte, elle était également riche en expérience et disposait de tout un arsenal de connaissances techniques, et le climat y était favorable, en outre, au commerce et aux investissements privés. Cependant, lorsqu'elle est accordée à des pays qui n'ont jamais possédé d'industries, l'aide financière ne produit pas toujours les résultats espérés.

La CCI est d'avis que cette forme d'assistance doit être complétée par des relations économiques normales — à savoir des investissements, des achats et des ventes. Pour être solides, ces relations doivent être fondées sur la coopération, et sur des droits et des obligations réciproques. Il s'agit de parvenir, dans l'ensemble du monde, à une croissance équilibrée, condition indispensable à la réalisation de nombreux autres objectifs sociaux et culturels. La CCI est persuadée que les milieux économiques internationaux ont quelque chose à offrir à cet égard. Dans tout le monde libre, les hommes d'affaires sont en effet responsables de l'évolution de la production et de l'économie. Ils s'attachent à développer les ressources naturelles et humaines, ils le font avec efficacité — comme le reconnaissent eux-mêmes certains fonctionnaires des pays de l'Est — et ils obtiennent le maximum de résultats pour le meilleur profit non seulement des entreprises mais aussi de la collectivité. Il doit être possible d'utiliser cette vaste expérience pour aider la croissance économique des pays en voie de développement. Certains obstacles psychologiques doivent être supprimés de part et d'autre. Mais il faut trouver, avant tout, les moyens qui per-



# L'EGLISE ENGAGÉE

*Jamais peut-être l'Eglise Catholique Romaine n'a été aussi « engagée » qu'elle ne l'est actuellement. Même au temps des guerres de religion, même quand les Papes jouissaient d'un grand pouvoir temporel, étaient invités par les souverains d'Europe à intervenir dans l'histoire politique, les intrigues des cours et la conclusion des traités, elle n'a attiré sur elle une attention aussi passionnée. Le rôle de guide spirituel auquel la logique de l'histoire, qui la conduit à respecter sa vocation, l'a désormais haussée, semble autrement lourd de conséquences et pose beaucoup plus de problèmes que l'activité politique plus ou moins occulte à laquelle elle s'est livrée jadis.*

*En mars dernier, est entrée en vigueur la disposition selon laquelle la messe des églises catholiques sera chantée dans les langues nationales. Il s'agit d'un événement révolutionnaire, bien que d'ordre strictement liturgique, et qui peut même paraître paradoxal si l'on songe que l'adoption de diverses langues pour la célébration du culte se produit au moment où l'on cherche à unifier dans tous les domaines, y compris le religieux. Mais il s'agit bien, en fait et là encore d'unification puisqu'on rend plus intelligible à tous une même pensée, un même credo, un unique idéal.*

*En dehors de ce fait nouveau qui sera lourd de conséquences, on constate, du reste, que la pensée et la vie de l'Eglise catholique ne cessent de soulever d'ardentes polémiques. Le véritable antagoniste du marxisme matérialiste n'est certes pas le capitalisme, tout aussi matérialiste dans son essence, mais le credo spirituel dont l'Eglise s'est faite le soldat.*

*Ci-dessous, pour nos lecteurs, un bilan des travaux du Concile Vatican II, dont la IVe et dernière session s'ouvrira comme on sait, à la mi-septembre.*

\* \* \*

La IIIe session du Concile Ecuménique Vatican II s'est achevée sur la promulgation de la Constitution sur l'Eglise (*De Ecclesia*) et des décrets sur l'OEcuménisme (*De OEcumenismo*) et sur les Eglises orientales (*De Ecclesiis orientalibus Catholicis*). Le décret sur l'Eglise est sans aucun doute le document fonda-

mental. On pourrait dire que même si le Concile n'avait pas fait autre chose, il aurait rempli sa mission qui est de compléter l'Ecclesiologie, en partie illustrée par Vatican I avec la définition du primat et de l'infaillibilité pontificale. Il s'agissait de préciser une doctrine du reste substantiellement en acte depuis toujours dans l'Eglise, c'est-à-dire le rôle des Evêques et la place des laïques dans la vie de l'Eglise. Le Concile l'a fait: le chapitre regardant les Evêques (le troisième), leurs pouvoirs comme collège succédant au collège apostolique, a été la partie fondamentale du schéma, qui a donné lieu aux débats les plus approfondis. Mais dans le « De Ecclesia » il faut remarquer également ce qui a été dit à propos des laïques et ce qui été décidé pour le rétablissement du diaconat. On peut admirer en substance la vision d'une Eglise « peuple de Dieu ».

\* \* \*

Dès maintenant le Concile est parvenu à réaliser le renouvellement et la modernisation de l'Eglise, comme il se l'était proposé. Pour en avoir la confirmation, il suffit de rattacher à la Constitution « De Ecclesia » celle qui concerne la « Sacrée Liturgie » approuvée au terme de la IIe session et déjà en vigueur. Mais le renouvellement de l'Eglise et de la communauté chrétienne n'est pas un événement qui finit en lui-même; il se répercute au contraire à l'extérieur dans une double direction: dans les rapports de l'Eglise catholique avec les autres Eglises et communautés chrétiennes non unies au siège de Rome et dans les rapports de l'Eglise avec le monde. Voici donc qu'à cette structure de support qu'est le « De Ecclesia » s'ajoutent comme éléments importants, pour compléter l'édifice, le décret sur l'OEcuménisme (qui ouvre le dialogue avec les Orthodoxes et les Protestants) et le schéma sur

mettront à la coopération entre partenaires égaux de donner les meilleurs résultats.

Tel est l'objectif général que la CCI s'est fixé en organisant son Congrès de La Nouvelle Delhi sur le thème: La coopération internationale, clef du progrès économique. La question a été divisée en un certain nombre de thèmes secondaires discutés au sein des Comités constitués pendant le Congrès à savoir:

1) Création d'un climat favorable à la coopération.

2) Eléments de l'infrastructure économique, particulièrement dans le domaine des transports et communications.

3) Problèmes de l'industrialisation.

4) Formes de coopération financière.

5) Les marchés de matières premières.

6) Les conditions fiscales de la croissance économique.

7) Elaboration d'un système juridique répondant aux besoins du commerce et de l'industrie.

la « présence de l'Eglise dans le monde moderne » qui a été passionnément et profondément discuté et qui sera mûri dans le document présenté à la IV session.

### Le dialogue avec les non chrétiens

La signification et le caractère pastoral de ce Concile est complété par d'autres arguments qui tendent à mettre la communauté chrétienne en mesure de réaliser l'apostolat, d'ouvrir le dialogue avec les non chrétiens, avec les athées, avec le monde moderne en somme, en réalisant cette « animation chrétienne » de la réalité temporelle en vertu de laquelle les résultats et les biens de la civilisation de ce siècle se traduiront en bienfaits pour l'homme et non en instruments de condamnation.

La IIIe session a duré dix semaines et a vu un labeur intense. Toute la matière de la session a été traitée au cours de huit congrégations générales.

En face de ce travail gigantesque, les résultats peuvent sembler disproportionnés. Au point de vue quantitatif c'est en effet le cas. On espérait du reste pouvoir approuver un plus grand nombre de documents. Mais à la fin on craignait de ne pouvoir en amener qu'un seul à bon port, celui de l'OEcuménisme. Et si le schéma sur l'Eglise a été traduit en Constitution c'est que l'on s'est décidé, les derniers jours, à faire des votes en série.

### L'Eglise du peuple de Dieu

Mais une abondante moisson est prévue pour la fin de la IVe session qui sera la clôture du Concile. Ce sera le mérite de la IIIe session de l'avoir fait mûrir. C'est qu'en dehors des résultats concrets, l'esprit du Concile s'est affirmé définitivement. L'Eglise s'est désormais libérée, et sans regret, de tout résidu de « temporalisme ». Elle est vraiment l'Eglise des pauvres, le peuple de Dieu. On a réalisé une union plus étroite entre la hiérarchie et les laïques qui ont

# L'EUROPE DANS L'ESPACE

## La fusée "Europa 1" fruit de la coopération des six pays du Conseil de l'Europe

1966... un saut dans le temps et l'Europe prendra sa place dans l'espace.

5-4-3-2-1-0... le compte à rebours terminé, « Europa 1 », fruit de la coopération de six pays du Conseil de l'Europe, quittera la terre australienne pour aller placer sur orbite le premier satellite européen. L'Europe pouvait difficilement se désintéresser de la conquête de l'espace. Sa présence dans une entreprise qui exige de puissants moyens techniques et financiers imposait de toute évidence une coopération. C'est pourquoi, en septembre 1960, l'Assemblée du Conseil de l'Europe recommandait au Comité des Ministres:

« d'étudier la possibilité et le coût de l'établissement d'une agence européenne qui aurait pour tâche d'entreprendre un programme de recherches spa-

tiales en prenant pour base un véhicule spatial conçu et construit en Europe... ».

\* \* \*

Trois mois plus tard, une commission préparatoire était créée à Genève. Deux conférences avaient lieu en 1961: la première en janvier, à la Maison de l'Europe à Strasbourg, étudiait des propositions franco-britanniques de coopération; la seconde, en novembre, à Londres, conduisait à l'élaboration d'une convention que sept pays signaient au printemps de 1962. Par cette Convention a été créée une organisation: le Conseil Européen pour la Construction de lanceurs d'engins spatiaux (CECLES), plus connu sous son sigle ELDO (European Space Vehicle Launcher Development Organisation). Les

(suite p. 8)

pris conscience de leur dignité et de leur responsabilité. Pour un monde en quête d'unité, pour une humanité incertaine et tourmentée, l'Eglise est un point de rencontre, une garantie de paix, la défense de la justice et de l'égalité. Là est le résultat d'ensemble qui émerge au-dessus de tout le reste aussi important qu'il soit.

Toutefois, une analyse du travail accompli nous permet de relever plusieurs points de détail. Après avoir repris l'examen de quelques chapitres du schéma sur l'Eglise et l'OEcuménisme, on est passé à celui des « devoirs pastoraux des évêques », de « l'apostolat des laïques », des déclarations sur la « liberté religieuse », « Les Juifs et les non chrétiens », la « Révélation Divine », « L'Eglise dans le monde moderne ». Puis on a rapidement

débatu les schémas « Sur le Sacerdoce », « Les Eglises catholiques orientales », « L'activité missionnaire de l'Eglise » « Les Religieux », « La formation au sacerdoce » « L'éducation chrétienne », enfin le vote sur le mariage comme sacrement.

S.S. Paul VI a proclamé la Madone « Mère de l'Eglise ». « Nous voulons — a-t-il dit — que ce titre suave soit une raison de plus pour le peuple chrétien d'honorer et invoquer la Sainte Vierge ». Et rappelant que la Constitution sur l'Eglise consacre un chapitre entier à la Madone, Paul VI a dit que « pour la première fois un Concile OEcuménique présente une synthèse aussi vaste de la doctrine catholique sur la place que la Très Sainte Vierge Marie occupe dans le mystère du Christ et de l'Eglise ».

*(L'Europe dans l'espace)*

sept pays signataires engagés dans la coopération sont l'Australie, la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni.

L'organisation travaille à des fins exclusivement pacifiques. Ses buts sont la mise au point, la construction et l'équipement de lanceurs d'engins spatiaux. Elle facilite la coopération entre ses membres et veille à la coordination technique.

Sa première réalisation sera la fusée « Europa 1 », à trois étages, qui placera sur orbite une première série de satellites expérimentaux.

**Répartition des tâches**

Le Royaume-Uni a la mission d'étudier et de mettre au point le premier étage dérivé de la fusée britannique « Blue Streak ». Le second étage sera une fusée française et le troisième une fusée allemande. L'Italie fournira les satellites et leur équipement électronique. Les Pays-Bas sont chargés des liaisons de télémesures à longue portée et du matériel connexe au sol; la Belgique, de l'équipement des stations de guidage éloigné; l'Australie fournira la base et les installations pour les essais de lancement du premier étage et du véhicule complet. L'essai du deuxième étage se fera à Colomb-Bechar.

**Programme des essais**

Le premier essai de la fusée « Blue Streak » a eu lieu sur la base australienne de Woomera en juin 1964. Il a été couronné de succès et il inaugure la première phase du programme de lancement de chacun des trois étages. La trajectoire des fusées est dirigée vers le nord-ouest.

Dans la deuxième phase, le tir sera effectué de nouveau avec « Blue Streak », mais des étages supérieurs factices auront été ajoutés. Trois tirs sont envisagés en 1965 dans la direction du nord, et la trajectoire sera sensiblement celle qui est prévue pour les essais définitifs.

La troisième phase qui commencera en 1966 comportera le lancement d'un véhicule spatial dont les trois étages seront équipés et en état de marche. La station de guidage éloigné située dans le nord de l'Australie fonctionnera et le satellite sera placé sur orbite. Trois tirs sont au programme et, éventuellement un quatrième si des circonstances imprévues l'exigent.

**Satellites européens**

Le satellite expérimental est équipé d'appareils qui permettront de déterminer les conditions auxquelles il sera soumis pendant le lancement et la mise sur orbite. Son poids sera inférieur à la charge utile maximale que la fusée pourrait mettre sur une orbite basse.

Les objectifs recherchés comprennent notamment:

— le lancement d'un grand sa-

tellite pesant environ une tonne pour l'observation astronomique au-dessus de l'atmosphère terrestre;

— le lancement d'un petit satellite de quelques centaines de kilogrammes sur une orbite excentrique, pour étudier le champ de gravitation, le champ magnétique et le champ de radiation de la terre ainsi que les couches supérieures de l'atmosphère;

— le lancement d'un satellite d'environ 50 kg sur orbite excentrique haute (jusqu'à environ 160.000 km de la terre) équipé pour l'étude de l'atmosphère solaire.

Parallèlement à ce programme, des études actuellement en cours portent sur l'amélioration du véhicule initial par l'adjonction d'un étage, sur la mise au point de véhicules plus puissants utilisant un carburant à haute énergie et sur les moyens de définir des projets à long terme.

## Financement et Recherche

Le devis estimatif pour l'exécution du programme initial s'élevé à 70 millions de livres sterling (près d'un milliard de francs) et porte sur cinq années. L'expérience fait apparaître qu'il sera dépassé.

Les contributions sont réparties entre les pays membres à l'exception de l'Australie, dont l'apport consiste à mettre à la disposition de l'Organisation la base de Woomera et les installations connexes.

\* \* \*

Au lendemain du vote de l'Assemblée du Conseil de l'Europe en faveur d'une coopération pour la recherche spatiale, d'autres organisations sont également nées, qui facilitent cette recherche.

L'Organisation Européenne pour la Recherche Spatiale (OERS-ESRO), créée en 1962, a élaboré un premier plan de 8 ans pour l'exploration de l'es-

pace par le moyen de fusées-sondes et de satellites de différentes tailles. Elle utilisera vraisemblablement des fusées américaines pour le lancement de ses premiers petits satellites et par la suite, les fusées de l'ELDO avec laquelle elle coopère étroitement.

Une association d'industriels, de chercheurs et d'ingénieurs, EUROSPACE, a été également créée à la fin de 1961 pour faciliter les activités «aérospatiales» de l'Europe occidentale. Elle sera en mesure d'aider à résoudre les problèmes posés dans le cadre du travail de l'ELDO et de l'ESRO.

Ainsi l'Europe coopère, non pas pour entrer en compétition avec les grandes puissances qui ont déjà atteint des résultats impressionnants dans la conquête spatiale, mais pour apporter sa propre contribution à une recherche dont la nature est une nouvelle source de progrès.

## Une lettre de sir Edward Beddington-Behrens

*L'Européisme de sir Winston Churchill*

Notre revue est une tribune libre. Depuis seize ans nous publions des articles d'opinions diverses, souvent contradictoires, les uns après les autres parce que nous pensons que telle est la seule manière de découvrir la vérité. Nous avons le sentiment de servir ainsi la cause de l'euro-péisme lequel, après la vague idée lancée en 1948 à La Haye par Sir Winston Churchill, avec son prestige de vainqueur, a fait heureusement des progrès appréciables grâce au plan Schuman, au MEC, en un mot grâce à des initiatives concrètes.

Dans cet ordre d'idées, la publication d'un article intitulé « Il n'a aimé que l'Angleterre », expression des sentiments des peuples de « l'Europe vendue », vis-à-vis de Sir Winston Churchill, a suscité de nombreuses réactions: commentaires, approbations et protestations sont parvenus à notre rédaction.

En raison des sentiments d'estime et d'amitié que notre fondateur, Constantin Dragan, nourrit à l'égard du Président du Conseil du Mouvement Européen du Royaume-Uni, sir Beddington-Behrens, nous donnons la priorité à la lettre que ce dernier lui a adressée et que nous publions ci-dessous. Il est tout à fait naturel qu'une protestation nous arrive de ce côté. Ce faisant, Sir Edward Beddington-Behrens accomplit son devoir, comme citoyen britannique et comme concitoyen de Sir Winston Churchill, de même que nous nous faisons un devoir de publier sa lettre sans attendre.

Dear Mr Constantin Dragan,

*My attention has only just been drawn to the leading article in the February number of your review « Il n'a aimé que l'Angleterre », purposing to be an arbitrary notice on the death of Sir Winston Churchill.*

*The statements made are completely misinformed, as anyone who has read authoritative statements on the Yalta Conference is well aware. Churchill was overwhelmed by the combination of Roosevelt and Staline, Roosevelt voting against Churchill on all vital European issues.*

*Sir Winston Churchill was the founder of the European Movement and its inspirer. As you*

*yourself know it was he, when Prime Minister, who helped the Central and Eastern European Commission of the European Movement to hold its Conference in London in 1951 — the first international conference attended by world statesman to take up the cause of the countries behind the iron curtain.*

Further, the name and the picture of Sir Winston Churchill as the founder of the European Movement, alone in the space reserved, will appear again, of course, on the BULLETIN EUROPEEN. But, as a « free tribune » we have not an editorial policy, and all the articles being signed engage the full responsibility of their authors.

*La parole à sir Winston Churchill*

La mort de Winston Churchill a réveillé dans les esprits des européens, après vingt ans d'oubli, le souvenir des mérites et des erreurs de celui qui a décidé pour le compte de l'Europe du sort de la deuxième guerre mondiale. La mentalité extra-européenne, l'anticolonialisme de Roosevelt, — comme l'a très bien fait remarquer Sir Anthony Eden dans ses Mémoires, publiées tout récemment par tous les grands journaux — joints à son état de santé, il était paralytique depuis des années et l'artériosclérose aggravait peut-être encore son cas — ont fait de Winston Churchill le seul défenseur de l'Europe vis-à-vis de Staline, transformé de faible allié

qu'il faut aider en maître menaçant.

Winston Churchill a-t-il bien défendu l'Europe en sa qualité de juge des destins du monde? Bien mieux que son collègue américain il connaissait les pays européens, les traités d'alliance et de garantie qui liaient son pays à la Pologne, pour la défense de qui il a commencé la guerre, à la Roumanie, à la France... et surtout il connaissait mieux les Russes et Staline!

Probablement l'origine de la tragique division de l'Europe, de l'inquiétude mondiale actuelle, réside en ceci, d'une part: les américains ont trop aidé sans mesure ni prudence, les Soviets; d'autre part Churchill a pris une

très grave initiative, à laquelle Staline ne s'attendait pas, en lui offrant spontanément un tiers de l'Europe, toute l'Europe orientale en pourcentage d'influence», en octobre 1944 à Moscou et donc 5 mois avant Yalta pour sauver... le reste et son pays. Une initiative personnelle, comme il le dit clairement dans ses «Mémoires», dont il informe ensuite Roosevelt.

La méthode ne différait guère de celle qui avait été employée de siècles auparavant vis-à-vis de l'Empire Ottoman par la Russie et l'Autriche quand on traitait une partie de l'Europe en colonie comme l'Afrique.

## Octobre 1944, à Moscou...

(Extrait des «Mémoires». - Edit. Mondadori part. VI - vol. 7 p. 250-251)

Nous arrivâmes à Moscou dans l'après midi du 9 octobre et fûmes reçus très cordialement et en grande cérémonie par Molotov et de nombreuses personnalités russes. Cette fois nous fûmes logés à Moscou très bien et très confortablement. J'avais une petite maison toute pour moi, magnifiquement meublée et Anthony une autre, près de la mienné.

Nous fûmes heureux de pouvoir dîner ensemble, seuls et de pouvoir nous reposer. A dix heures du soir, le même jour, eut lieu la première réunion importante au Kremlin: seuls étaient présents Staline, Molotov, Eden et moi, sans compter les interprètes, major Birse et Pavlov.

Il fut convenu qu'on aurait aussitôt invité à Moscou le président du conseil polonais, Romer, son ministre des affaires étrangères et M. Grabski, un vieil académicien à barbe grise, plein de charme et de bonnes qualités. Je télégraphiai donc à Mikolajczyk que nous l'attendions avec ses amis pour discuter avec les dirigeants soviétiques et nous-mêmes, ainsi qu'avec les membres du Comité polonais de Lublino. Je soulignai clairement que le refus de participer aux conversations aurait été l'équivalent d'un refus définitif de nos conseils et nous aurait dégagés de toute responsabilité ultérieure vis-à-vis du gouvernement polonais de Londres.

Là est le départ, ici se trouve la faute, l'erreur, la responsabilité, l'origine du drame. A Yalta il était déjà trop tard eût-on voulu revenir en arrière, le Chancelier Staline s'était déjà habitué à cette idée.

Et avec quelle facilité on jouait avec le sort des peuples, 110 millions d'européens: je répète européens, non des indiens, des chinois ou des nègres. En une minute fut «régulé» le sort de six Nations qui ont droit à la liberté au même titre que l'Angleterre, la France ou la Belgique.

J. C. D.

Le moment était favorable pour traiter; aussi dis-je: «Arrangeons nos affaires dans les Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie, où nous avons des intérêts, des missions et des agents. Evitons les marchandages. En ce qui regarde la Grande Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une majorité de 90% pour vous en Roumanie et d'un pourcentage analogue

pour nous en Grèce, tandis que pourrions participer sur le pied de parfaite parité en Yougoslavie?». Tandis que l'on procédait à la traduction, j'écrivis sur une demie-feuille de papier:

Roumanie	
Russie	90%
les autres:	10%
Grèce	
Grande Bretagne (d'accord avec les Etats-Unis)	90%
Russie	10%
Yougoslavie	50% - 50%
Hongrie	50% - 50%
Bulgarie	
Russie	75%
les autres	25%

Je passai le feuillet par dessus la table à Staline qui, entre temps, avait entendu la traduction. Il y eut une courte pause. Puis il prit un crayon bleu avec lequel il traça un signe «Vu» sur le feuillet qu'il nous restitua. L'affaire fut ainsi réglée en un clin d'oeil.

Naturellement nous avons auparavant examiné longuement et avec une extrême attention cette proposition; d'autre part, il s'agissait seulement d'accords qui devaient servir dans l'immédiat, tant que la guerre durait. Les deux parties réservaient toutes les questions de plus grande importance pour ce que nous espérons être la conférence de la paix, une fois la guerre finie.

Suivit un long silence. Le feuillet avec sa marque au crayon était là, au milieu de la table. Finalement, je dis: «Ne nous trouvera-t-on pas cyniques d'avoir décidé de questions si lourdes de conséquences pour des millions d'hommes, de manière si improvisée? Brûlons ce feuillet». «Non, gardez-le», dit Staline. Ce que je fis.

Je fis savoir à Staline que les Américains lui auraient exposé leurs plans d'opérations dans le Pacifique pour 1945 au cours des prochaines conversations.

Je soulevai aussi le problème de l'Allemagne et l'on convint à ce propos que nos deux ministres des affaires étrangères l'auraient discuté à fond en compagnie d'Averell Harriman.

Puis nous envoyâmes à Roosevelt un message commun à propos de nos premiers entretiens.



Sir Edward Beddington Behrens



ENGLISH SUPPLEMENT OF THE REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

# Gheorghiu-Dej

Romanian chief of state Gheorghe Gheorghiu-Dej died in Bucharest on March 19.

He was born in 1901. As a youth he was a worker on the Romanian railroad. A large scale rike in the «Grivitza» workshops of Bucharest in 1933, organized by him on a practical plane and by Lucreziu Patrascanu on a political level ended with the intervention of the royal army in a bloodbath and with a sensational that brought harsh sentences.

Gheorghe Gheorghiu-Dej was released from prison in 1944 and from then on, with brief interruptions, he was almost always in post of high responsibility in the Romanian hierarchy of the past twenty years.

The western press, of the most varied tendencies, gave great play to the news of the Romanian statesman's oath. The explanation is that Gheorghe Gheorghiu-Dej was not a simple tool of Moscow as was the sinister Anna Pauker and her entourage of assassins, but on the contrary he rebelled against the insatiable bosses of the Kremlin and sought to free his people from Soviet exploitation thus re-establishing the traditional ties of Romania—a Latin and Christian country—with the west.

A similar policy had been tried 15 years earlier by Lucrezia Patrascanu, leader of the Romanian communist party during nearly 20 years of clandestine activity. A sage and far-seeing intellectual and an idealist he was a very popular figure in Romania. It was Patrascu who was the first—before Tito—to rebel against Moscow, but the time as not ripe and he ended before a firing squad.

The merit of Dej was that of having known how to wait and to choose the right moment to act: that moment was the Sino-Soviet rift and he took advantage of it with great adroitness, succeeding in finding, between Moscow and Peking, the road that led direct to Rome, Paris, and New York.

It was unquestionably a cunning political maneuver of a revolutionary kind and it had sensational repercussions not only in Romania but in the entire world.

Will the sudden death of Dej put an end to this liberating tendency? We hope not. We hope this with all our hearts that not only for the dear and beautiful country that Romania is but also for all European equilibrium, which is inconceivable and unattainable without the effective cooperation of the countries beyond the Iron Curtain, freed from the Russian economic exploitation and from the Marxist imprint which has never found an echoe in the hearts of the people of East Europe.

## CZECHOSLOVAKIA

### Novotny in Moscow

President and party leader Antonin Novotny led a delegation to the Soviet capital at the beginning of December which met with the Soviet leaders in an « atmosphere of fraternal friendship, cordiality and full unanimity of views. » The last direct contact with top Soviet leaders had been in August, when Khrushchev came to Prague for the celebration of the twentieth anniversary of the 1944 Slovak Uprising.

After Khrushchev's downfall in October, Novotny did not join in the rush to Moscow by other Soviet-bloc party leaders; and he was conspicuously absent from the Bolshevik Revolution celebrations in November which were attended by all the other ruling party leaders except the Albanian and the Romanian. Some reports described him as being indignant at the summary way in which Khrushchev had been ousted. Nevertheless, official relations continue good and there is no indication that the Prague regime has any serious disagreement with the policies of the new men in the Kremlin.

The party-government delegation included, besides Novotny, Premier and party presidium member Josef Lenart; Vice Premier and presidium member Otakar Simunek, a COMECON specialist; presidium candidate and secretary of the Slovak party central committee Michal Sabolcik; Vice Premier and Chairman of the State Planning Commission Oldrich Cernik, also a party CC member; Foreign Minister and CC member Vaclav David; and Ambassador to Moscow and CC member Oldrich Pavlovsky. No agenda was published, but apparently the two main topics discussed were the disparity in the international communist movement and economics.

### BREZHNEV AND NOVOTNY SPEAK

The most significant statements came at a Soviet-Czechoslovak friendship rally on December 3 addressed by Soviet First Secretary Brezhnev and Novotny. Brezhnev emphasized peaceful coexistence in the world and unity in the international communist movement. « Naturally, » he observed, « complicated problems which are hard to solve sometimes

arise in relations between the countries of socialism. There are people who, failing to see the historical perspective, hasten to draw the wrong conclusions. » But bourgeois propagandists who harp on the difficulties facing communism are like ants on a monument who see « only the roughness of the stone and not the grandeur of the monument itself. » While Brezhnev insisted on the need for patience and discretion and postulated the equality and sovereignty of the various communist states, Novotny called in general terms for a « consultation among communist and workers parties » to re-establish unity. Novotny indirectly criticized the Chinese by condemning troublemakers who disrupt attempts at reconciliation by starting up « new, unsubstantiated attacks, » but Brezhnev welcomed the Chinese proposal for nuclear disarmament.

### TO BUILD GAS PIPELINE

A joint communiqué, also signed on the third, again professed absolute agreement on fundamental questions concerning the current international situation. The US proposal for a multilateral nuclear force which would give West Germany access to atomic weapons was declared to be the prime danger to peace. « Imperialist » Western policies were emphatically denounced, and an appeal was made for a peace treaty with the two Germanies and a separate agreement on West Berlin. The two countries also stressed their desire to continue their intensive cooperation in all spheres, including efforts to overcome difficulties in the international communist ranks. Further, they expressed the « inevitability » of admitting communist China to the United Nations.

They also agreed to build a natural gas pipeline from the Ukraine to Czechoslovakia, a total distance of 520 kilometers. Two-thirds of the pipe will be within CSSR territory, and the whole line is to be completed by June 30, 1967. The gas will be used in the country's chemical industries, and the Soviet Union will also supply technical information and experts. (Tass, December 3; Rude Pravo, December 4, 5.)

### FOREIGN MINISTER IN PARIS

For the first time since the communists took over in 1948, Czechoslovakia's Foreign Minister journeyed to Paris for an official three-day visit in late November. Reporting after his return, Foreign Minister Vaclav David stated that relations between Czechoslovakia and France would soon « broaden comprehensively » in the economic, cultural, and scientific spheres. David also noted with satisfaction that there are a number of « realistic elements » in the French foreign policy which are « either identical or very close to » the Czechoslovak viewpoint. He underlined in particular the need to keep West Germany from getting nuclear weapons, and attacked the MLF project. David also said he had invited his host, French Foreign Minister Couve de Murville, to visit Prague.

Reliable Western sources added that David had urged the French to bring mutual trade exchanges up to the level of Czechoslovakia's trade with Great Britain or West Germany, and in this context had stressed the importance of long-term credits and agreements. At present France is fifth among Czechoslovakia's Western trading partners, after Britain, West Germany, Italy, and Austria.

### TALKS WITH ITALY AND ALGERIA

At almost the same time, Czechoslovak Minister of Foreign Trade Frantisek Hamouz went to Italy and Algeria to discuss expanding trade relations. When he returned on the 27th, Hamouz told reporters that the Czechoslovak-Algerian committee had begun discussions of economic cooperation and trade expansion, agreed upon with President Ben Bella during his visit to Czechoslovakia in May. He also said he had continued talks with Italian Minister of Foreign Trade Mattarella over long-term trade agreements. These talks were begun at the Brno International Trade Fair in September and will be resumed in the near future.

### HUNGARY

#### THE BATTLE OF IDEOLOGIES

The old fear that peaceful coexistence between East and West might be mistaken for ideological surrender is still worrying communist leaders. The party monthly Tarsadalmi Szemle carried two articles remind-

ing party members that peaceful coexistence was « class warfare of international dimensions. »

An unsigned editorial lashed out at publications which print « articles professing anti-Marxist views. » Even worse, « no one criticizes them or contradicts them. . . The most effective shades of bourgeois ideology are those which do not attack Marxism frontally, but try to reconcile Marxism and bourgeois ideology... (those) which, referring to technological and scientific evolution, do not seem to notice the difference between a capitalist and a socialist society. »

Daxo Nemes, Central Committee secretary, rejected the notion that there was any need for a multi-party system in Hungary. He argued that such groups as the communist party, the communist youth league, trade unions, cooperatives, collectives and other organizations, including the Hunters and Anglers Associations, directly represented the people.

#### THE YOUTH CONGRESS

Party leader Kadar made his first public speech since his return from Warsaw on October 18 before the congress of the Communist Youth League, which met in Budapest December 11 to 13. The 670 delegates attending the sixth congress of the young communist activists heard Kadar promise that there would be no change in the prevailing line on domestic and foreign affairs, which, he said, had been endorsed by the Hungarian people. He pledged that « socialist democracy » would not be violated, but warned against those who ran afoul of the laws and the constitution of the People's Republic. (On the day he spoke, Radio Budapest announced the arrest of nine « conspirators. »)

Kadar again endorsed the principles of peaceful coexistence, including contacts with the West, but he repeated a familiar theme in recent party propaganda: that such contacts would not loosen the « internal stability » of Hungarian communism.

He revealed that the Central Committee, which met from December 8 to 10, had accepted an economic plan for 1965 calling for a lower increase of production than in previous years. The emphasis, said Ka-

dar, would be on improving the quality of goods and developing « work, socialist consciousness, and discipline » among the population.

Apathy among the young was decried by Youth League secretary Lajos Mehes, who said some young Hungarians were still under the ideological influence of international imperialism which was making itself felt through the broadening of foreign contacts. Mehes also inveighed against resurgent nationalism which, he said, favored the interests of the enemies of communism.

Mehes, like Kadar, called for greater energy among the 800,000 Youth League members in carrying out party directives. Young persons ought to throw themselves into the work of increasing productivity in the factories and improving labor discipline, he said. Mehes and three other secretaries, Jozsef Nadasdi, Laszlo Pataki and Peter Vajo, were reelected to their posts. (Nepszabadsag, December 12, 14.)

#### CONSPIRACY: ARRESTS

A terse announcement by Radio Budapest on December 12 reported that nine men, including Catholic monks Laszlo Emodi and Elmer Rozsa, had been arrested for conspiracy.

Emodi was a key figure in a trial of Catholic clergymen in June 1961. He received a seven-year sentence, but was released in the 1963 general amnesty. Because Emodi was known to have been active among Catholic youths the arrest of the monks was seen as connected with the meeting of the Communist Youth League, then in session in Budapest. Western observers also thought it likely that the arrests were meant to warn Catholics not to expect too much freedom as a result of the recent government accord with the Vatican.

#### CONSPIRACY: SENTENCES

The Supreme Court has meted out sentences ranging up to ten years to five persons arrested in January 1964 on charges of « suspicion of anti-state conspiracy. » Radio Budapest reported on December 14. Dr. Ferenc Matheovics, 50, who was given the tenyear term, was accused of collaborating with his codefendants in seeking to reorganize the

Catholic Democratic People's Party, banned by the communists in 1949. He was formerly a deputy in Parliament for that party. Along with him the following received jail terms: Dr. Peter Keleti, another former deputy; Dr. Janos Kalmar, a teacher; Dr. Zoltan Teszar, a physician; and Jozsef Gerendas, formerly a livestock dealer.

#### GOING TO THE FAIRS

Hungary exhibited at 23 international trade fairs in 1964. Direct sales at the fairs amounted to about 100 million forints. The volume of sales in non-communist countries amounted to \$3.5 million. Magyar Nemzet (November 26) concluded, « The Hungarian Weeks arranged and held abroad brought wonderful results, exceeding all expectations. In Vienna, London and Brussels, a great many prospective customers had the opportunity to see and admire Hungarian goods, of which we can now expect a much greater export volume. »

Hungary will be represented at 23 fairs in 1965, including Khartoum, Tripoli, Izmir and Damascus.

#### AIDING HOUSEHOLD PLOTS

Carrying out directives to encourage production on private plots, the state banks have been issuing loans to owners of plots on a two-year basis for the purchase of livestock and poultry and the planting or improvement of orchards and vineyards. Applications for loans total 40 million forints since the banks began to accept them in January 1964. Owners are entitled to loans of 5,000 to 6,000 forints. (Bekes Megyei Nepujsag, November 19.)

The first agronomist charged with the task of advising the private plot owners was appointed in Fejer County, according to Fejer Megyei Hirlap on November 11. On the same date the economic weekly Figyelo called attention to the importance of the private plots, and stressed the need to provide aid in a more systematized way than heretofore. In addition to supplying the domestic market with fruit and vegetables, the private plots provided the bulk of fruit for export, ranging last year from 58 percent of all peaches to 90 percent of all sour cherries sold abroad.

## BULGARIA

### Relations with the West

Bulgaria seems to be following the current trend in Eastern Europe of increasing contacts with the West on all levels. The latest cultural agreement with Italy provides for an exchange of university professors, scholarship students, artists, and agricultural specialists as well as joint scientific congresses and art and film exhibitions. Signed on November 11, the new agreement covers 1965 and 1966.

Hardly had the Bulgarian cultural delegation left Rome than a trade delegation arrived. It stayed three weeks, and had discussions with government officials and with representatives from several private companies. (*Rabotnichesko Delo*).

The two-year Franco-Bulgarian cultural agreement signed at the end of November promised less, although calling for a substantial increase in cultural relations. Exchanges are to be organized among language teachers and in the scientific and technical fields. Last year's agreement with France provided for close to 100 months of study in France for Bulgarians, but only about 30 students and one or two professors from Bulgaria benefited from the program.

Vladimir Topencharov, the new Bulgarian ambassador in Paris, presented his credentials on December 5 and commented then that he hoped for even greater increases in economic and cultural cooperation. At 59 Topencharov is an experienced journalist whose political career has had marked ups and downs. He was variously editor-in-chief of the daily paper of the Fatherland Front, *Otechestven Front*, Director of the Press in Bulgaria, and Deputy Minister of Foreign Affairs between 1944 and the downfall of his brother-in-law Traicho Kostov, the former party and state leader hanged in 1949. By 1953 he had regained his post as editor-in-chief of *Otechestven Front*, only to be dismissed in 1956 for severe and improper criticism of party and state leaders.

In another move to improve East-West relations, Bulgaria and Belgium will raise their missions to embassy status.

### Incompetents

Of the 104,000 people who fill top positions ranging from enterpri-

sa managers to accountants, only 24,000 have university degrees; 51,000 have a high school education and 29,000 no diploma at all. On the other hand, at least 109,000 persons with specialized training are working in subordinate positions where they do not use their expertise. Such was the indictment of the Bulgarian system put forth by an article in *Rabotnichesko Delo* on November 8. Authors B. T. Avramov and M. Simeonov, both important economists, urged unqualified leaders to better themselves with special night or correspondence courses and the like.

They added that only 4,674 of the 21,651 managers and assistant managers of enterprises, institutions, and organizations in Bulgaria have a university education; of 27,712 heads of departments, services, and bureaus only 7,020 have a higher education; for accountants the figures are 1,756 out of 5,279, and for construction executives 761 out of 2,448.

In May 1964 the Central Committee resolved to oust incompetents and to revamp the party cadres by recruiting new talent and purging «stalinists and liberals» but this resolution was more than overshadowed by the party's insistence upon increasing party agit-prop work and general vigilance. The Zhivkov regime has been notoriously slow in taking concrete steps which would radically reform the party and the economy.

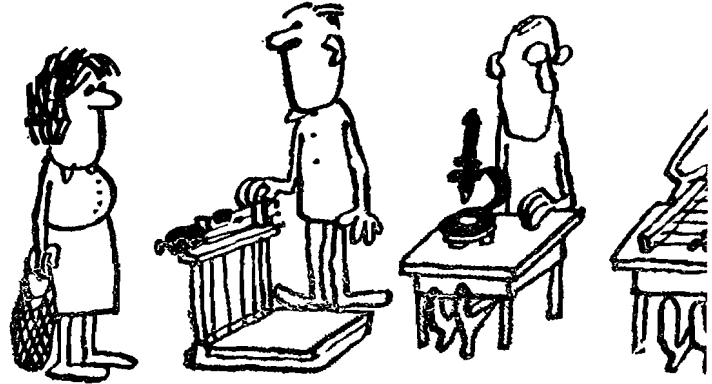
In Hungary, by contrast, non-party experts were given responsible positions in the economy as long

as two years ago. The economic reforms outlined for the Polish and Czechoslovak economies between 1966 and 1970 show a concern with putting skilled leaders where they are needed and with weeding out those who lack talent or training.

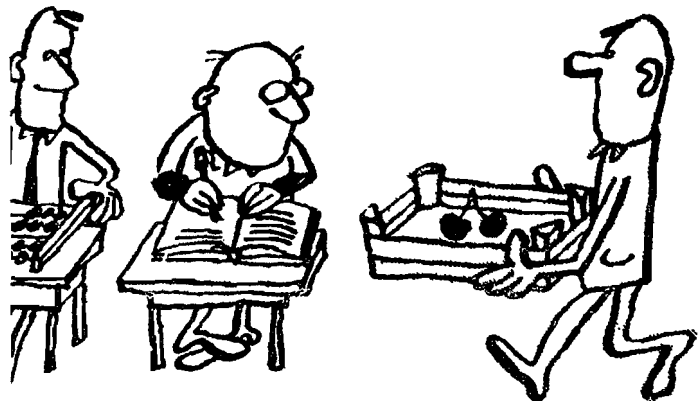
### Machine Sales Boost Trade

A country once known as an exporter of agricultural products only, Bulgaria has in the last five years become a seller of specialized industrial products. The share of manufactured goods in the country's overall foreign trade rose from less than one percent in 1939 to over 35 percent in 1962, and it is still rising. Industrialization in the neighboring East European countries and specialized production under COMECON has provided Bulgaria with its chief market, but the developing countries of Africa and Asia have also given Bulgaria's foreign trade a big boost.

Bulgaria and Tunisia signed a new four-year, long-term trade and payments agreement in November which provides for a fifteen percent annual increase in their mutual exchange of goods. Bulgaria, will export industrial machinery, electric equipment, chemicals, and some complete factories in return for phosphates, citrus fruits, olive oil, cork, etc. Exchanges between the two countries jumped rapidly after they signed their first trade agreement in 1961, mostly because of construction work undertaken by Bulgaria in Tunisia; the total value of trade rose from \$173,000 in 1960 to \$1,250,000 by 1962.



Problems of production—the ch



erry from basket to consumer.

Sturshel (Goffa)

The Bulgarians have also contracted to deliver two complete industrial enterprises to Indonesia in 1965; one is a plant for processing essential oils, and the other an electric motor factory. Specialists from Bulgaria will install the plants.

The other East European countries have also begun buying Bulgaria's manufactured goods. A protocol signed with East Germany in November provides for a 20-percent increase in trade for 1965. A long-range agreement with Hungary calls for increased economic cooperation and specialization and a doubling of trade between 1966 and 1970. Trade between Bulgaria and Romania has steadily increased since 1960, but no figures were given for the new protocol for 1965 signed on December 5. In 1962 exchanges in both directions amounted to 34,400,000 leva, or 1.9 percent of Bulgaria's total foreign trade.

#### Ships from Japan

The first of five coal freighters ordered from Japan for the Bulgarian merchant navy appeared on December 1 in the Black Sea port of Varna. The capacity of the ship is listed as 9,000 tons of coal, and it was bought under the Japanese-Bulgarian trade agreement of February 24, 1961, which is apparently still in force. The freighter will be used to transport coal purchased from the Soviet Union across the Black Sea. Bulgarian imports of coal from the USSR totalled 500,000 tons in 1961 and are scheduled to reach about 9,000,000 tons annually by 1980.

#### MRS. ANDERSON RESIGNS

Mrs. Eugenia M. Anderson, the only woman head of a US mission to a communist country, resigned her post in Bulgaria in late November. As US Minister she had insisted on flying the US flag at the legation and on her automobile—not a standard practice—and her wellknown car drew smiles and waves wherever she went in Sofia. She had taken the trouble to study Bulgarian, and several times addressed the Bulgarian people over radio and television. In assessing her service, Mrs. Anderson felt one of her greatest contributions was to have «succeeded in re-establishing the American presence in Bulgaria.»

Twice during her tenure crowds stoned the legation in Sofia, once in 1963 during the trial of a Bulgarian diplomat as a US spy and recently in protest over the US-Belgian action in the Congo; in 1964, she recalled, «there was a period of three or four months when we were very isolated due to factors beyond our control.» Nevertheless, cultural exchanges have increased since her appointment in May 1962, and Mrs. Anderson's forthright approach has done much to make the US presence respected. Two years ago she refused to allow police interference in the US pavilion at the Plovdiv Fair, last January she refused to take out a display in the legation window to which the Bulgarian government objected.

On the eve of her departure, she said she was following State De-

partment protocol by resigning at the end of the Administration under which she was appointed, and that she intends to continue with the Foreign Service. (*The New York Times*.) Before she left her post she was personally received by party leader and Premier Todor Zhivkov, head of state Georgi Traykov, and Foreign Minister Ivan Bashev.

#### ROMANIA

##### US INVESTMENT SOUGHT

«Socialist Capitalism» was the phrase used by a top Romanian official to describe the way Bucharest would like to cooperate with American businessmen. Gheorghe Gaston-Marin, head of the State Planning Committee, urged Americans to set up plants in Romania. In a talk with a party of journalists headed by William Randolph Hearst, Jr., Gaston-Marin explained:

«There's no reason why American firms should not come into Romania and work with us. We have an economic agency of eight to 10 experts in New York right now, negotiating toward that end. We have already signed to buy from you two complete synthetic rubber plants, ammonia and fertilizer plants, and a new catalytic cracking plant for our Ploesti area...»

America imports a great deal of goods from Europe. Just about everything it imports we—and you—could manufacture here in Romania. We've got all the raw materials, and cheaper labor than in Western Europe... Profits? Of course there would be profits, and paid in dollars. The state, as a partner, would bend every effort to see that each plant is efficiently managed, just as you would as the capitalist partner. Nobody wants to work unless there is profit in his labors. Our partner—Nobody wants to work unless there is profit in his labors. Our partnership would not be a matter of philanthropy.»

Asked who would be in charge of such a plant, Gaston-Marin replied that the Romanian government would naturally assume this responsibility. He hastened to point out, however, that such an arrangement would not be different from those made with India, «except that there your people have become partners with private enterprise and here it would be with the state. The state

is a better risk. Private enterprise sometimes goes bankrupt. The state never does.» (*New York Journal-American*, November 23.) The interview was not published in the Romanian press.

#### TRADE WITH FRANCE BOOSTED

A large delegation headed by Vice Premier Alexandru Barladeanu and including Deputy Foreign Minister Mihail Petri and a retinue of five specialists in finance, industry, trade and foreign affairs, arrived in Paris, November 16, for several weeks of trade talks. The agreement signed on December 9 provides for a volume of about 300,000,000 francs (\$60 million) by 1969 in each direction, or nearly double the present volume.

During the 1965-69 period, Romania is to import industrial installations and equipment worth one billion francs, a 100 percent increase over the preceding five years. The increase in Romanian exports to France will be particularly marked in petroleum products (700,000 against 500,00 tons yearly), timber and chemical products. A more diversified Romanian export structure is envisaged, including more chemicals and products of the mechanical and electro-technical industries. (Radio Bucharest.)

#### HOW MUCH RUSSIAN IN ROMANIA?

A leading article by the bimonthly *Limba Romana* (The Romanian Language), Nov. 5, 1964, took up the cudgels in the struggle for national identity. An article by N. A. Ursu questioned the alleged Russian origin of certain Romanian suffixes.

Fulvia Ciobanu, in a study published in 1959, had asserted the Russian origin of two Romanian suffixes about 180 years old. The dispute concerns the developments of the Romanian literary language at the close of the 18th century and in the first half of the 19th, and the influence exercised upon it by several foreign languages. According to Ursu, the Russian influence came in fifth place after Latin, modern Greek, French and Italian. The article reflects the bitterness felt since the Stalinist era when Russification was pushed by the Soviet authorities both in Bessarabia, the Romanian province absorbed by the USSR after World War II, and in Romania itself when

re Russian was imposed as the second language. A compulsory introduction of Russian into high school and academic curricula was reluctantly accepted by the Romanians, who are now reacting against it.

#### ATONALISM

New sounds were heard in Romania this musical season when repertoires included a number of contemporary composers whose works had been banned ever since the communists took power. The composers in question had been labeled «formalists.» Many of the works now offered are first hearings of such pieces as Schoenberg's *Verklarte Nacht* and *Chamber Symphony*, the famous score that aroused musical circles when first performed 60 years ago.

The presence of the father of atonalism in the Romanian programs is a radical departure. No less stunning is the presence of his disciples Anton von Webern and Alban Berg. Several other works scheduled for presentation were Paul Hindemith's *Concertos for Orchestra and Harmony of the World*, Arthur Honegger's *Fourth Symphony and Monopartita*, Stravinsky's *Petrushka* and Gershwin's *An American in Paris*. Also to be heard were pieces by Bela Bartok, Benjamin Britten and Olivier Messiaen. (*Tribuna « Bucharest »*).

#### THE INDEPENDENT LINE

Romania is maintaining its independent stance in communist meetings. At both the preparatory conference of the communist-backed International Students Union (IUS) in Prague in mid-November, and at the ensuing Eighth Congress in Sofia at the end of the month, the Rumanian attitude differed markedly from that of the other Soviet-bloc delegates. The Romanian delegation opposed Soviet-sponsored resolutions tabled in Prague on such issues as the partial nuclear test ban treaty, peaceful coexistence, anti-colonialism and the

Common Market. On this last point, the Romanian delegation went so far as to propose a substitute resolution which was passed over the veto of the Soviets.

Romanian chief delegate Stefan Barlea's speech in Sofia, December 2, contained a series of protests against what the Romanians considered to be infringements of the constitutional provisions of the IUS. Barlea recalled that at the Prague meeting a Romanian proposal for the establishment of a commission to consider suggestions put forward with a view to eliminating divergent viewpoints had not been put into practice. He regretted that the principles propounded in the IUS statutes providing for equality of rights, mutual respect and autonomy of all member organizations had not been implemented. In another attempt to raise a procedural question, the Romanian delegate was refused recognition by the Bulgarian chairman. This was the first time that a Soviet-bloc representative had been publicly denied the right to be heard by an East European chairman.

The Rumanian delegate ended his speech with an appeal for resolutions which should reflect common, unanimously accepted views. As to the goals of the Romanian Union of Students, he stressed support for peaceful coexistence, the banning and liquidation of all nuclear armaments and the abolition of all military blocs. On relations among communist countries, he stressed non-interference in internal affairs, national sovereignty and territorial integrity, and the right of each nation to determine its own destiny.

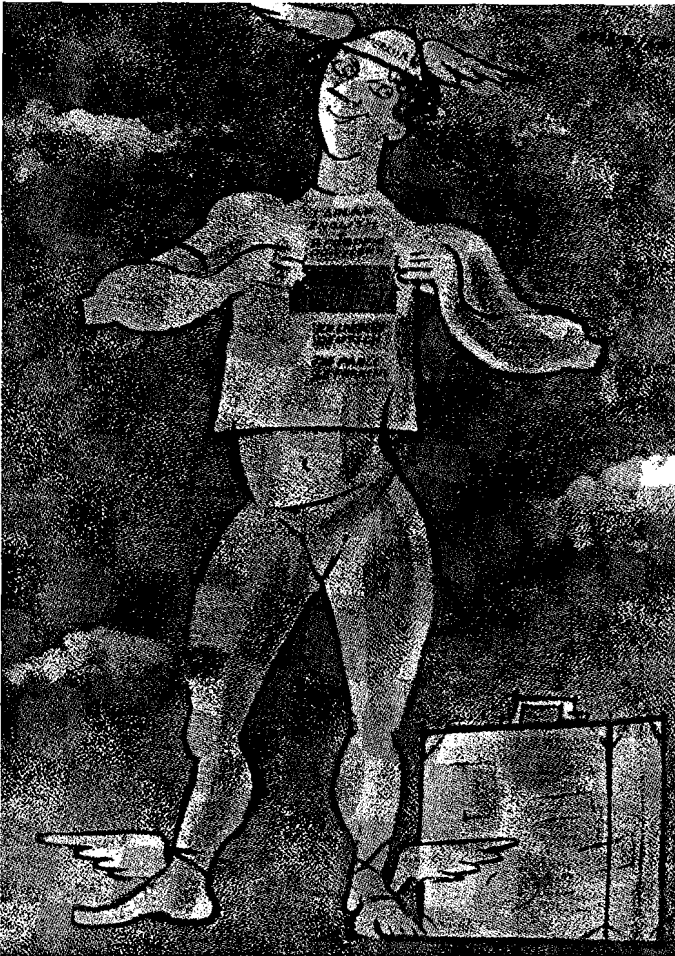
Barlea gave strong support to the establishment of closer relations between the 75 organizations affiliated with IUS and the student organizations affiliated with other groups, obviously meaning Western student organizations. (*Scinteia Tineretului « Bucharest »*).

## EAST GERMANY

### Party studies public opinion

The party has failed to persuade the public of the necessity for its policies, the Central Committee was told at a meeting on December 2-5. Politburo member Erich Honecker reported that only a minority of East

Germans accept the official view on the need for the Berlin Wall, or agree with the party's position on the division of Germany and its appraisal of Khrushchev's dismissal in Moscow. He stated that an opinion



Mercury, the god of commerce, representing Rumania. Ready for trade with East or West, he carries signs saying: „I speak English, Russian, Romanian, German, French.: Urzica (Bucharest)

ting power. (Neues Deutschland, December 6.)

**PROPAGANDA FOR THE PLAN**

Party activists who are in the field talking up the new economic guidelines were praised for their efforts in Neues Deutschland (November 19) which made clear that « we in the GDR did not take over those forms and methods of management according to the production principles which were applied in the Soviet Union up to the CPSU November plenum. In the GDR, the direction of party and state work is in line with the new economic system of planning and managing the economy. Successes are visible. »

The major guidelines include « scientific long-range planning work, an integral system of economic levers, scientific guidance activities, and the creative activities of the masses. »

**ULBRICHT CAN STILL SKI**

Politburo member Paul Froehlich, in a speech before party activists in Leipzig, denied reports current in the West that First Secretary Ulbricht is seriously ill. Said Froehlich:

« Comrade Walter Ulbricht is safe and sound. A few days ago he visited the LPG peasants in Dahlen and danced at the harvest festival. Now he is waiting for snow, he told me. Chancellor Erhard is welcome to enter a skiing contest with Comrade Walter Ulbricht. We have no doubts who would win. » (Leipziger Volkszeitung, November 5.)

**ALBANIA**

**Albanians Welcome « Dogmatists »**

The country celebrated the 20th anniversary of its liberation with as much pomp and circumstance as the government could muster. Communists from all over the world appeared on the 25th or 26th of November and stayed until the 5th or 6th of December, but nearly all the guests represented the Chinese side in the Sino-Soviet quarrel. This gave rise to speculation that an ideological summit was being held in Tirana among what Moscow calls the « splinter or dogmatist » parties and what Peking calls the « true Marxist-Leninists. » If so, there was no

poll had shown « unclarity » in the public mind on « problems related to the character of both German states and their mutual relations. »

The official Politburo report was submitted by Kurt Hager, who stressed that the economic tasks facing the GDR could not be successfully performed without greater attention to ideological instruction.

« Good party work presupposes the ability to give convincing answers to questions and problems of the working people, to correct erroneous views and to confirm correct views, It also requires the ability to devote attention to suggestions and criticisms made by the workers and ot-

her employees, and to draw conclusions from these suggestions. »

First Secretary Ulbricht ranged widely over international and domestic policies. He laid stress on the economic reforms being implemented in the GDR, especially the role of profit as a guide to production:

«For the capitalist, profit is a goal. In the GDR, profit is neither the motivating power nor the goal of production. Production is steered by scientifically drafted plans and is meant to become still more effective by means of the profit target figure. Profit is also an economic motiva-

public indication of what was discussed.

Along with the pro-Chinese representatives came delegations from Romania, Cuba and Algeria, whose governments have avoided taking sides in the intramural communist dispute. Apparently they have succeeded in maintaining good relations at least with Albania, for they were all received by the top men in Tirana. Premier Mehmet Shehu and First Party Secretary Enver Hoxha met at least twice in private sessions with the representatives from Communist China, North Korea, and North Vietnam. As party boss, Hoxha also was reported to have received delegations from the Indonesian and Japanese Communist Parties, from the National Front for the Liberation of South Vietnam, and from parties or factions in New Zealand, Australia, Belgium, France, Italy, Great Britain and Austria. Leftwing groups in Guinea, Ghana, Malagasy, Chile, and Venezuela also sent a few delegates. Members from all the delegations were received by their Albanian government or party counterparts all the way down the line in a never-ending series of receptions and interviews during the ten days.

#### Hoxha Attacks Kremlin Leaders

Enver Hoxha's speech at the main parade and rally on November 28 displayed his « obvious relish for strong words » (Rude Pravo Prague), his xenophobic nationalism, and his intransigent political attitude. However, little was new in his long recapitulation of Albanian communist history and ideology except for his first direct attack on the new Soviet leaders:

« Mikoyan, Kosygin, Brezhnev, Suslov and others have taken an active part in the slanderous attacks against our party and our country. That is why the fact that the Soviet government is no longer headed by N. Khrushchev does not in the least touch the heart of the problem. The responsibility for all the anti-Albanian activities falls on the leadership of the USSR, and it is up to this leadership to correct it courageously. It is only in this way that the conditions of equality necessary for bilateral talks and for re-establishing unity in the socialist camp can be created. » (Radio Tirana).

Other Albanian leaders and the Al-

banian newspapers repeated essentially the same line.

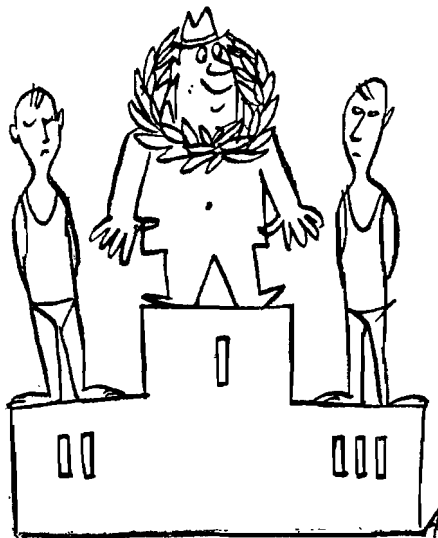
#### POLEMICS RESUMED

The following note accompanied an editorial in the Albanian party paper *Zeri i Popullit*: « This article, prepared by the editorial board, was ready to go to press in mid-October. But it was just at that time that Khrushchev was dismissed from the leading posts of the communist party and of the Soviet state. Since then the present Soviet leadership has several times said, and continues to declare insistently, that it will follow with determination the revisionist line of the 20th, 21st, and 22nd Congresses of the CPSU. On the other hand the leadership of the Communist Party of Italy, after adopting Togliatti's 'testament' as the basis of its activity, continues to make great propaganda about it and to present it as a general platform for the entire international communist movement. Under these circumstances, the editorial board has decided to publish the article without change. »

With this, the Albanian communists once again took up their polemics with the « modern revisionists » and sought to capitalize on the fact

that their opponents were themselves divided. The editorial concluded that « the Togliatti course has in fact disturbed the calm in the revisionist pond, where the frogs are croaking. Some openly support the Togliatti line; others voice timid approval, since their throats are blocked with rubles; others criticize it in some things, while supporting it in others. » According to the editorial, the main aim of Togliatti's statement was to provide better ammunition against the Chinese camp; in this, the Italians are considered even more extreme revisionists than the Soviets.

Furthermore the Togliatti « deformation » of Marxism-Leninism is the « most logical » and « most crafty » form of revisionism. It is also the most dangerous because its economic policies would lead to capitalistic degeneration, its advocacy of freedom to the decay of socialist morality and the formation of a petit-bourgeois society, and faster « destalinization » to the erosion of most of the communist regimes. Furthermore, there can be no unity among the revisionist factions because the Khrushchev group seeks to impose its will on all the other revisionist parties.



Bulgarian Olympics: "There must be some mistake. I was only running away from responsibility." Sturshel (Sofia)

# Le crayon rouge de Molotov

... « Staline, fils de paysans, qui avait été paysan dans son enfance, était farouchement attaché à la terre. Toujours prêt, malgré l'immensité du territoire soviétique à étendre les acquisitions de terres nouvelles, il n'abandonnait pas, même pour réaliser des avantages plus importants, un pouce de terrain. Les Allemands s'en étaient rendus compte, lorsqu'il avait essayé de faire reculer en Pologne certaines unités soviétiques qui avaient dépassé la ligne de démarcation établie par les accords de Moscou. Jamais les Russes n'avaient voulu lâcher prise; et leur opiniâtreté à défendre des positions que les Allemands les accusaient d'avoir occupées à tort, fut telle que Hitler devait s'en plaindre encore dans le discours annonçant le 22 juin la rupture des rapports avec l'URSS.

La Roumanie fit à ses dépens une expérience tout aussi concluante. Par l'ultimatum du 26 juin 1940, Molotov avait demandé à la Roumanie la Bassarabie et le nord de la Boukovine, selon un plan annexé à la note. Or, ce plan contenait une ligne, tracée au crayon rouge par Molotov lui-même, qui retranchait de la Roumanie non seulement la Bassarabie, et deux tiers de la Boukovine, provinces spécifiées dans la note, mais aussi le coin septentrional de la Moldavie, situé entre le Prouth et le Sireth, auquel la note ne faisait aucune allusion, et de tout temps terre roumaine.

La Roumanie perdait ainsi sur un trait du crayon rouge de Molotov, la bourgade de Hertza et une vingtaine de villages moldaves. Dès le début de ma mission à Moscou, je m'efforçai de convaincre MM. Molotov et Vichinsky que cette région moldave avait été enlevée à la Roumanie par erreur, et qu'il n'y aurait pas moyen de s'entendre au sujet de la nouvelle ligne de démarcation, tant que cette injustice, la plus flagrante de toutes, ne serait pas réparée. Molotov ne nia pas qu'il pouvait y avoir erreur, mais il m'opposa un argument qu'il estimait péremptoire: le fait était accompli ».

Grégoire Gafenco (Préliminaires de la guerre à l'Est)

La presse du monde libre a rendu compte — du reste en quelques courtes lignes — d'un événement de grande gravité: la déportation en masse des Roumains de la Bassarabie.

Parmi toutes les nouvelles de chronique d'actualité qui fascinent l'opinion publique — le mariage de Sophia Loren ou l'entrée de la Tanzanie à l'ONU — celle-ci a échappé à l'attention de la plupart des lecteurs. Mais l'indifférence avec laquelle l'Ouest considère la tragédie vécue derrière le rideau de fer est assez noire pour qu'il n'y ait pas là de quoi nous étonner.

En tout cas nous pensons qu'il est de notre devoir de journalistes de signaler ce qui se passe en Europe, au XX<sup>e</sup> siècle, dans un monde qui parle de démocratie, de liberté et des droits de l'homme mais qui a depuis longtemps oublié le sens de ces mots.

Voici les faits: le 18 février, un correspondant du quotidien milanais « Corriere della Sera », écri-

« Le gouvernement russe est en train d'opérer le transfert de milliers de Roumains de la Bassarabie en Sibérie. Le système d'émigration, mi-obligatoire mi-forcé est le même que celui qui a été appliqué autrefois dans d'autres contrées.

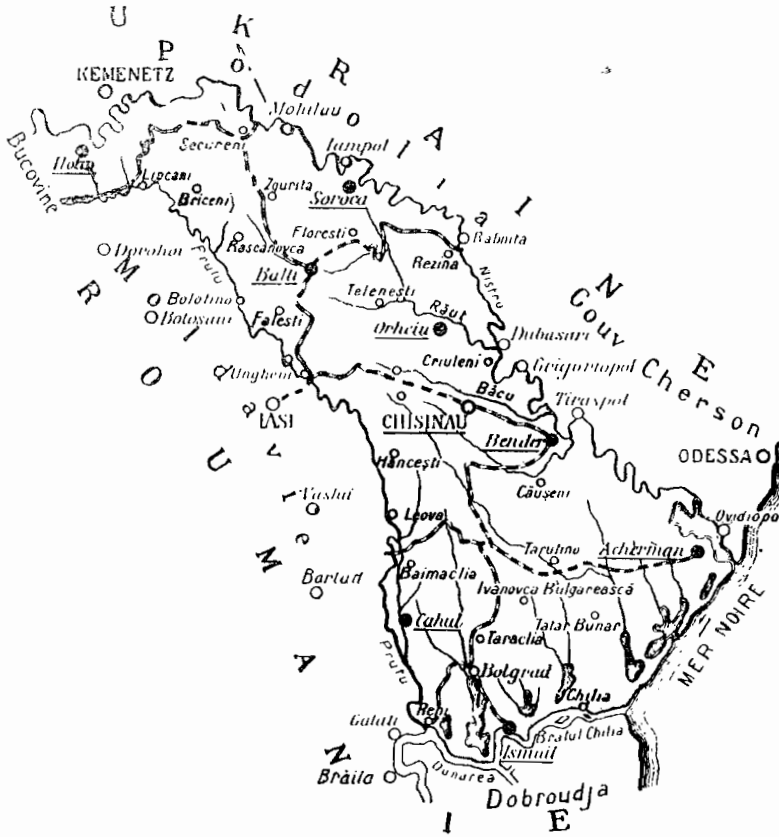
La Bassarabie a été occupée en 1940 par l'Armée Rouge. C'est à cette époque que les Russes commencèrent leurs premières déportations: en 1944-45 ils opérèrent le transfert d'environ un million de personnes. En 1955-56, d'autres transferts, surtout « volontaires », eurent lieu mais furent suspendus par Khrouchtchev après les insurrections hongroises. Aujourd'hui, la Bassarabie fait partie de la République Moldave l'une des 15 Républiques de l'Union Soviétique. Dans cette région et dans les territoires environnants vivent environ 3 millions de Roumains qui ont pris la nationalité soviétique mais qui préféreraient s'en retourner en Roumanie. Ce nationalisme latent est peut-être la raison des dépor-

tations. Les relations entre Moscou et Bucarest sont en fait plutôt tendues et les Russes tendent à soviétiser la Bassarabie pour écraser les tendances nationalistes.

En plusieurs occasions — les 9, 22, 29 janvier — le journal communiste « Socialist Moldavia » publié dans la capitale reproduisit un rapport sur la création d'un directorat général pour le recrutement et le transfert des travailleurs. Le secrétaire du parti, Cuceru, expliquait que l'émigration était entièrement volontaire, entreprise par « devoir patriotique ».

Les Russes veulent transférer des milliers de Roumains, paysans, travailleurs, techniciens, employés de bureau, avec leurs familles dans les régions du Kazakhstan et du Pavlodar. La jeunesse, est éduquée, entraîne, en doctrine et à la fin soumise à des pressions destinées à lui faire accepter ce transfert bon gré mal gré.

# LA BASSARABIE



La Bassarabie est une terre parfaitement roumaine. C'est une terre roumaine pour des raisons géopolitiques, historiques et ethniques et qui, depuis le temps de la pré-romaine Dacie et de la Dacia felix de Trajan, a toujours appartenu aux formations territoriales et politiques qui ont donné naissance à l'actuelle Roumanie. Pour plus d'exactitude le nom de la Bassarabie lui fut donné plus tard, au Moyen Age. En réalité, la contrée qui s'étendait entre le Prout et le Niestr a toujours fait indissolublement partie de la Moldavie, en d'autres mots de l'une des grandes

régions qui sont à la base de l'Etat roumain. La Russie tsariste la domina pendant presque un siècle, de 1812 à 1918 quand les représentants de la Bassarabie, au Conseil des Nations, s'étant rencontrés à Chisinau décidèrent, en s'appuyant sur la théorie léniniste de l'autodétermination des peuples, de s'arranger à être rattachés à la Roumanie. Plus tard, Lénine devait changer d'avis: il substitua au principe de l'autodétermination qui aurait pratiquement amené le démembrement de la Russie, le principe des « intérêts de la révolution mondiale ». Aussi la

nouvelle URSS ne reconnut-elle jamais le détachement de la Bassarabie bien que son retour à la Roumanie ait été légitimé par le traité de paix et reconnu en 1920 par l'Italie, la France, l'Angleterre et le Japon. Ce n'est pas tout: en 1924, en URSS, on institua une soi-disant « République Moldave ». A l'époque, elle avait été formée avec l'entière Moldavie roumaine, à laquelle on avait intégré la Bassarabie. Seules la situation internationale et la prudence des grandes puissances pouvaient justifier cette aberration flagrante.

## L'Europe de la Jeunesse

Un groupe de travail mixte pour les questions de jeunesse a été constitué par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe. Ce groupe de travail comprend des membres de cinq Commissions de l'Assemblée. Sous la présidence de M. Paul Meyers (démocrate-chrétien belge), il a rencontré les représentants de six grandes organisations internationales de jeunesse. Etaient présents notamment le Secrétaire européen de la jeunesse ouvrière chrétienne, l'Adjointe au Président du Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique, le Secrétaire général adjoint de la Conférence internationale des Etudiants, le Secrétaire adjoint de l'Internationale des Jeunes socialistes, le Directeur du Centre International de Mainau et le Président du Conseil des Comités Nationaux européens de jeunesse (CENYC).

Un échange de vues approfondi a eu lieu entre les parlementaires et les représentants des jeunes.

Les Représentants des six organisations ont été appelés à donner leur avis sur les desiderata de leurs membres. Ils se sont exprimés notamment en faveur de la création d'un Office européen de la jeunesse et de la transformation en Centre permanent du Centre expérimental qui fonctionne actuellement à Strasbourg.

Il a été convenu que les représentants des organisations de jeunesse pourraient dans l'avenir avoir des contacts réguliers avec des Commissions de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

Enfin, les représentants des organisations ont exprimé l'avis qu'une conférence européenne de la jeunesse qui serait convoquée à Strasbourg en 1966 permettrait de consulter utilement les intéressés sur les diverses initiatives proposées par l'actuelle rencontre.



(Dessin de Theodor Pallady)

(suite de la p. 12)

En 1940, quand Staline, fort de l'appui d'Hitler, imposa par un ultimatum la cession de la Bessarabie et envoya des troupes d'occupation en Bessarabie et en Boukovine du nord, la Moldavie, entre le Prout et le Niestr, avait une population de 3 millions d'habitants dont 2 millions et demi de roumains. L'autre demi-million était composé de russes, ukrainiens, juifs et autres moindres minorités. Un siècle de dénationalisation forcée, d'élimination de la langue roumaine dans les écoles et les églises, de

déportations en masse n'a que légèrement affaibli le caractère roumain de la Bessarabie.

Mais ce n'était pas là une considération qui pouvait arrêter Staline dont l'avidité s'était déjà manifestée au détriment des nobles nations baltes et des territoires orientaux de la Pologne. Et, aux négociations de paix en 1945, bien qu'elle eut efficacement aidé à battre les Nazis sur le front oriental, la Roumaine fut obligée non seulement de céder la Bessarabie à la Russie, mais encore le nord de la Boukovine, à titre de « dommages de guerre », comme Molotov le déclara cyniquement.

# LA SITUATION DE LA ROUMANIE

La mort de Gheorgiu Dej semble ne pas avoir modifié l'orientation prise ces derniers temps par la politique roumaine. Le nouveau chef de l'Etat Roumain, H. Kivu Stoica et le secrétaire du parti ouvrier roumain M. Nicola Ceausescu ont déclaré nettement qu'ils suivront les directives de Gheorgiu Dej à l'intérieur comme à l'extérieur. Nous publions donc comme nous l'avions annoncé la Recommandation présentée à l'Assemblée Consultative du Conseil d'Europe en janvier dernier par la Commissions des Nations non représentées, et le rapport circonstancié de M. Bohman sur la situation actuelle en Roumanie qui contient, notamment de précieuses informations sur l'action politique menée par le défunt Président.

## Recommandation

### L'Assemblée.

1. Constatant l'expansion industrielle rapide qui caractérise l'économie roumaine depuis quelques années ;
2. Constatant que dans les domaines des affaires étrangères et de l'économie, la politique de la Roumanie a tendance à devenir indépendante ;
3. Considérant que le Gouvernement roumain cherche à développer les échanges de son pays avec les pays d'Europe occidentale ;
4. Recommande au Comité des Ministres d'encourager les gouvernements des Etats membres à développer leurs relations commerciales et culturelles avec la Roumanie et les autres pays d'Europe centrale et orientale sous domination communiste, dans l'espoir que les populations de ces pays tireront des avantages politiques, sociaux et économiques de l'intensification des contacts entre leurs pays et ceux du monde libre.

### La scène politique

1. Il semble indéniable que la Roumanie soutient loyalement la politique sur des questions idéologiques aussi importantes que la coexistence pacifique, le refus d'admettre la fatalité de la guerre et l'aide aux pays en voie de développement. En revanche, au cours des dernières années, quelques divergences qui retiennent l'intérêt et qui portent sur la politique économique sont intervenues entre l'Union Soviétique et la Roumanie et ont appelé l'attention sur la scène politique roumaine.

### Vers l'indépendance politique

2. L'assouplissement de la dépendance dans laquelle se trouve la Roumanie à l'égard de l'Union Soviétique est illustrée par le fait qu'à deux reprises en 1963, le Gouvernement roumain s'est abstenu d'aligner son vote sur celui du reste du bloc soviétique, aux Nations Unies. Ce sont les premiers exemples de division des voix du bloc soviétique devant cette organisation.

3. Les dirigeants roumains ont adopté une attitude indépendante dans le conflit sino-soviétique. La presse roumaine s'est abstenue de toute critique directe ou de toute hostilité à l'égard de la position chinoise, se distinguant ainsi de la presse du reste du bloc soviétique, tout en marquant peu d'empressement à publier la thèse soviétique. Les journaux roumains ont même fait paraître des extraits de la célèbre lettre adressée le 14 juin 1963 par Pékin au Comité Central des Soviets, en dépit de la décision de M. Khrouchtchev de

ne pas la publier. Les Roumains ont pris une initiative caractéristique en envoyant, en mars 1964, une délégation officielle à Pékin afin de jouer le rôle de médiateur entre les Russes et les Chinois. Après l'échec de cette mission, les Roumains ont lancé à tous les partis communistes un appel exhortant les deux grands adversaires à mettre un terme à leur différend public.

4. En outre la Roumanie a adopté une position indépendante sur des questions essentielles de la politique au sein du bloc communiste telles que son attitude à l'égard de la Chine, de l'Albanie et de la Yougoslavie.

### Vers l'indépendance commerciale

5. Avec l'aggravation du conflit entre l'Albanie et l'Union Soviétique, tous les ambassadeurs des pays du bloc soviétique ont été retirés de Tirana, mais l'ambassadeur de Roumanie a maintenant rejoint son poste. La Roumanie a également négocié avec l'Albanie un nouvel accord commercial qui prévoit une augmentation considérable des échanges entre les deux pays. En 1963, une équipe de volley-ball roumaine a participé avec les équipes de Chine, de Corée du Nord et d'Albanie à un tournoi organisé à Tirana pour célébrer le vingtième anniversaire de l'armée albanaise. Une délégation albanaise a assisté à un congrès national des coopératives roumaines de consommation qui s'est tenu en juin 1963 à Bucarest. Enfin, une délégation officielle albanaise a pris part à Bucarest à la célébration du vingtième anniversaire de la libération de la Roumanie, le 23 août 1964. De même, la Roumanie

a été le seul des pays de l'Est à envoyer une délégation à Tirana à l'occasion de la fête nationale albanaise en novembre 1964.

6. Les négociations commerciales entre la Roumanie et la Chine ont abouti à un accord visant à augmenter de 10% le volume des échanges tandis qu'un accord de coopération technique intervenait entre les deux pays. Il semble que la capacité des raffineries de pétrole roumaines puisse être un atout considérable pour le Gouvernement chinois.

### Les relations avec la Chine

7. Les dirigeants roumains sont les seuls du bloc soviétique à entretenir, à un niveau élevé, des relations avec le Gouvernement chinois. En réponse à un geste de M. Chou-en-Lai, qui a assisté à la fête nationale roumaine à Pékin, le Premier Ministre de Roumanie, M. Maurer, accompagné de deux membres du Politburo et de cinq Ministres, s'est rendu à une réception donnée par les fonctionnaires chinois à Bucarest, le 1er octobre 1963. En octobre 1964 une délégation roumaine, conduite par M. Maurer, a pris part à la célébration de la fête nationale chinoise à Pékin.

8. En fait, la Roumanie donne l'impression de vouloir tirer parti des occasions que lui offre l'âpre conflit entre Moscou et Pékin d'adopter une politique nationale plus indépendante. Il est significatif que le Chef du Parti communiste roumain, M. Gheorghiu Dej, qui a une réputation de circonspection et de réalisme, fasse preuve d'une telle hardiesse dans ses relations avec Mao-Tsé-Toung.

### Coopération avec la Yougoslavie

9. En novembre 1963, M. Gheorghiu Dej s'est rendu en Yougoslavie pour la première fois en sept ans, ce qui marque une étape importante dans le rapprochement de la Yougoslavie avec le bloc soviétique. Au cours de son séjour, un accord concernant le projet mixte de mise en valeur de l'énergie hydroélectrique et de navigation aux Portes de fer du Danube a été signé entre la Yougoslavie et la Roumanie. Le Gouvernement roumain a préféré se lancer dans ce projet de coopération avec le Gouvernement yougoslave, plutôt que de donner suite à une proposition analogue que lui avait faite la Bulgarie. Enfin, les relations économiques et culturelles entre la Roumanie et la Yougoslavie doivent s'intensifier sensiblement dans le proche avenir.

### Divergence à propos de la déstalinisation ...

10. Une autre question qui sépare le Gouvernement et le Parti communiste roumains de Moscou, est la déstalinisation. Les seules manifestations de la déstalinisation en Roumanie ont été de débaptiser des rues, des villes et des usines. Les dirigeants communistes roumains affirment que le stalinisme a pris fin avec la liquidation d'une faction représentée par Anna Pauker, limogée en 1952, et par Vasilé Luca qui a été em-

prisonné la même année. En fait, M. Gheorghiu Dej et ses collègues occupent le pouvoir depuis le lendemain de la deuxième guerre mondiale et ne peuvent éluder la responsabilité des purges et de la répression de l'ère stalinienne. En matière intérieure, ils sont manifestement peu enclins à introduire une politique de déstalinisation.

### ... et abstentions ...

11. On notera avec intérêt que Gheorghiu Dej n'a pas accepté l'invitation qui lui était faite de se rendre à Berlin Est en juin 1963 à l'occasion du 70ème anniversaire de M. Ulbricht. M. Gheorghiu Dej a craint sans doute de se trouver isolé dans ce qui était en fait une réunion au sommet du bloc oriental. On peut également noter que le chef du Parti roumain a été le seul dirigeant communiste d'Europe orientale absent de Moscou pour la célébration du 70ème anniversaire de M. Khrouchtchev et qu'il n'a pas assisté non plus à la commémoration de la révolution d'octobre à Moscou en 1964. Dans ces deux occasions, il était représenté par le Président du Conseil, M. Maurer.

12. Depuis la chute de M. Khrouchtchev, les Roumains ne montrent aucune hâte à s'engager dans d'étroites relations avec les nouveaux dirigeants de Moscou. Ils sont pour le moment le seul parti communiste qui n'ait pas adopté une position officielle au sujet des changements intervenus en Union Soviétique. Et même la situation des dirigeants roumains s'est trouvée renforcée, leur prestige rehaussé, par le changement de direction à Moscou.

### La "Charte de l'Indépendance"

13. Il existe un document officiel du Parti auquel les dirigeants roumains se réfèrent souvent et qu'ils considèrent apparemment comme une sorte de « Charte de l'indépendance ». C'est leur déclaration du 22 avril 1964 dans laquelle ils soulignent que la liberté d'organiser une planification économique autonome constitue le signe essentiel de la souveraineté nationale. En outre, la déclaration met l'accent sur les principes suivants: égalité de tous les partis communistes, non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, droit exclusif de chaque partie à résoudre ses problèmes de politique et d'organisation, à nommer ses dirigeants et à informer ses membres des problèmes de la politique intérieure et extérieure.

14. Un élément de nationalisme semble influencer les efforts actuels tendant à une politique roumaine vraiment indépendante à l'égard de Moscou et le parti communiste a rallié d'importants suffrages parmi le peuple roumain par ailleurs hostile au régime communiste. Le parti communiste roumain s'efforce d'encourager et d'exploiter cet esprit nationaliste qui renforce la position du gouvernement actuel aux dépens de l'influence soviétique.

(A suivre dans les prochains numéros)

# DIX ANS D'EVOLUTION DES TRANSPORTS EUROPEENS

**Une intéressante et significative constatation: les transports internationaux augmentent plus rapidement que les transports nationaux.**

Pour l'infrastructure ferroviaire l'effort de modernisation est général. L'accroissement des lignes électrifiées atteint plus de 49% dans les pays de la C.E.M.T. Le taux d'accroissement est de 69% dans le Marché Commun, de 25% dans l'Association Européenne de Libre Echange.

Pour les routes, les données statistiques ne sont pas suffisamment concordantes et les comparaisons restent difficiles. Il est néanmoins possible de déceler une progression dans l'aménagement des itinéraires internationaux. A la fin de 1963, 6.700 kilomètres d'autoroute (dont plus de 45% en République Fédérale d'Allemagne) étaient ouverts à la circulation, soit 13% de la longueur totale projetée, ce qui est insuffisant.

Le trafic urbain soulève des difficultés de plus en plus nombreuses et presque toutes les municipalités s'efforcent de trouver des solutions.

Quant aux voies navigables, les chiffres indiquent une réduction de leur longueur de près de 8%. Cette réduction est due surtout à une absence de trafic et à des modifications apportées dans la définition et le reclassement de certains cours d'eau.

Parmi les grands travaux figurent l'amélioration des canaux en Belgique et aux Pays-Bas, la canalisation de Neckar et de la Moselle. La réalisation en cours de la liaison Main-Danube.

Les Oléoducs, nouveaux venus sur le marché européen, s'imposent par leurs qualités intrinsèques: prix de revient très bas, productivité élevée, insensibilité au climat et à la température.

## Equipement mobile

Le parc des locomotives a subi une modification de structure fondamentale. La vapeur a perdu sa suprématie et la traction diesel ou électrique assure, dans les pays de la C.E.M.T., 68% du parcours (71% pour la C.E.E., 70% pour l'A.E.L.E.).

Le parc routier s'accroît de façon continue. Entre 1952 et 1962, le nombre des voitures privées a été multiplié par 3, 4 et le kilométrage moyen annuel a doublé.

Pour les bateaux, la tendance est à l'utilisation d'unités plus grandes et plus puissantes car l'exploitation avec profit des petits tonnages est de plus en plus difficile.

## Production

Par chemin de fer, le trafic voyageur ne s'est accru que de 18% en dix ans. Le trafic marchandises s'est inégalement développé. Dans l'ensemble, ce développement peut être évalué à 20%.

Les transports routiers de voyageurs ont subi sensiblement la même évolution que les transports par fer. En régression dans les pays où le degré de motorisation individuel est développé, ils se sont accrues dans les pays où la motorisation demeure faible. En 1962, il y a eu environ deux fois plus de voyageurs à bord des voitures particulières qu'en train.

Les transports de marchandises augmentent de façon continue. L'accroissement du tonnage

transporté a été de 9 à 10% par an entre 1955 et 1962.

Sur les voies d'eau, en dix ans, le tonnage a augmenté de 62%. Il faut faire une intéressante constatation: par fer, par eau et par route les transports internationaux augmentent plus rapidement que les transports nationaux.

## Coordination des transports

Pour formuler une politique des transports satisfaisante, il est indispensable d'avoir des renseignements exacts sur le développement à long terme de la demande. La C.E.M.T. ne s'est pas laissée impressionner par la complexité et par l'étendue du problème. Elle a établi les méthodes qui permettront aux Etats membres de participer à l'établissement de ces prévisions. C'est aux Etats qu'il appartient de fournir les données techniques et les statistiques nécessaires. La coordination consiste à favoriser le fonctionnement cohérent des méthodes de transport et à aboutir à une répartition du marché qui donne les meilleurs résultats sur le plan économique.

Au départ, le chemin de fer s'est arrogé un monopole de fait. Cette situation pouvait conduire à des abus aussi l'Etat est intervenu en règlementant d'une manière stricte les administrations ferroviaires. Les chemins de fer, étant donné leur mission d'entreprises publiques, se sont donc vus imposer des charges. Aujourd'hui, ils subissent l'assaut conjugué des autres techniques de transports, sans avoir pu se défaire de ces charges qui pèsent sur leur exploitation.

*(Les transports)*

Les transports routiers, à l'origine, se concevaient comme un prolongement du rail. Avec la multiplication et le progrès des véhicules automobiles, la concurrence s'est accentuée rendant inévitable une réglementation nationale des transports.

La voie d'eau, particulièrement bon marché, est devenue, de son côté, un sérieux concurrent pour le rail et la route.

Les oléoducs, à leur tour, s'imposent sur le marché des transports.

Pour assainir la compétition, des ententes professionnelles se sont constituées. D'autres mesures visent à limiter géographiquement des monopoles acquis, à régler la compétition par des plans de transport, à faire des traités de partage. On a recours également aux tarifs ou à la fiscalité.

**Vers une politique générale des Transports**

Sur le plan national, les efforts n'ont pas encore abouti à la formulation ou à la mise en application d'une politique cohérente des transports.

Le rapport de la C.E.M.T. donne les principes de base qui permettront d'édifier une telle politique: la coordination des investissements, la réglementation tarifaire, l'accès des marchés, l'harmonisation des conditions de concurrence au point de vue fiscal, social et technique.

La plupart de ces données du rapport très complexe de la C.E.M.T. ont été extraites de l'étude qu'en a faite M. Vos, Rapporteur de la Commission Economique. Dans sa réponse, l'Assemblée a accordé son plein appui à la Conférence dont les travaux patients et continus tendent « à élaborer une politique générale des transports basée sur des principes économiques solides ».

## SUR LES TENDANCES DE LA RECHERCHE dans les SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES

Le dernier numéro de la « *Revue internationale des Sciences sociales* », publiée par l'Unesco, est consacré aux problèmes posés par une étude sur les tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines.

Ce numéro utilise les riches matériaux réunis à l'occasion d'une réunion d'experts qui se proposait de définir l'objet, la portée et la méthodologie de cette étude, dont l'Unesco avait été chargée par sa Conférence générale en 1962. Les textes publiés sont dûs à:

MM. Pierre Auger (France), ancien Directeur du Département des sciences exactes et naturelles de l'Unesco, Secrétaire général du Centre européen de recherches spatiales, et qui avait dirigé pour l'Unesco une enquête sur les tendances de la recherche scientifique;

K. O. Dike (Nigéria), historien, président du Conseil international des africanistes;

Julian Hochfeld (Pologne), titulaire de la chaire de sociologie de l'Université de Varsovie, Directeur adjoint du Département des Sciences sociales de l'Unesco;

Daya Krishna (Inde), professeur de philosophie à l'Université du Rajasthan;

Oskar Lange (Pologne), Vice-président du Conseil d'Etat polonais, professeur de science économique à l'Université de Varsovie, membre de l'Académie des sciences polonaise;

Paul Lazarsfeld (USA), professeur de sociologie à l'Université de Columbia, ancien Président de

l'American Sociological Association;

Claude Lévi-Strauss (France), chargé de la chaire d'anthropologie sociale au Collège de France;

Jean Piaget (Suisse), titulaire de la chaire de psychologie expérimentale à l'Université de Genève, Directeur du Bureau international de l'Education;

José Luis Romero (Argentine), doyen de la Faculté de philosophie et des lettres de l'Université de Buenos Aires;

A. A. Zvorykine (URSS), Directeur d'études à l'Institut de philosophie de l'Académie des Sciences de Moscou.

Les diverses disciplines groupées sous la dénomination générale de sciences sociales et humaines ont « un long passé, mais une brève histoire » en tant que disciplines scientifiques. Les distinctions entre elles peuvent être peu marquées, ou au contraire l'emploi de méthodes complètement différentes peut masquer de grandes similitudes de fond. C'est donc à une analyse très fouillée de l'objet, des buts, des méthodes de ces disciplines, à une étude de leurs particularités (qui font douter certains qu'on puisse les aborder selon les mêmes voies que les sciences exactes et naturelles) que les divers auteurs ont dû se livrer.

Ces réflexions critiques, parfois contradictoires, toujours approfondies, font du dernier numéro de la Revue un document de premier ordre pour tous ceux qu'intéresse le développement des diverses sciences créées par l'homme dans son effort pour mieux penser sa personne et ses sociétés.

*En Allemagne Occidentale*

## UNE LEGISLATION PLUS LARGE POUR LES ETRANGERS

**La République Fédérale garantit aux persécutés politiques les droits impartis au réfugiés par la Convention de Genève de 1951. Les conditions d'entrée et de séjour sont réglées de façon uniforme.**

Adoptée le 12 février dernier par le Bundestag, la nouvelle législation confère plus de droits aux étrangers vivant en République Fédérale. Désormais, les étrangers résidants pouvaient de tous les droits fondamentaux dans la mesure où la Constitution ne les réserve pas exclusivement aux Allemands. Ils pourront notamment avoir des activités politiques si celles-ci respectent le Droit des gens et ne touchent pas aux intérêts vitaux allemands. Un étranger résidant depuis cinq années en Allemagne et dont la conduite n'a pas laissé à désirer aura la possibilité de s'établir définitivement. Les personnes demandant asile en République fédérale pour motifs politiques bénéficieront des mêmes droits que ceux impartis aux réfugiés par la Convention de Genève de 1951. La République fédérale est ainsi le premier pays à garantir juridiquement ces droits aux persécutés politiques.

Tels sont les points essentiels du nouveau texte.

Celui-ci prévoit aussi diverses mesures efficaces pour la protection de la population allemande et contre les étrangers susceptibles d'abuser de la juridiction allemande ou de commettre des infractions aux usages en vigueur dans le pays.

La nouvelle loi annule et remplace l'ordonnance de police datant de 1938 qui réglementait jusqu'alors les conditions de séjour des étrangers. Celles-ci ont été

ainsi adaptées à la situation politique et légale actuelle. Cette évolution a aussi été rendue nécessaire par le fait que les anciennes prescriptions ne sont plus valables dans la pratique. En effet, alors qu'autrefois les personnes venues d'autres pays pouvaient être considérées com-

me effectuant des visites ou des séjours de courte durée, aujourd'hui, plus de 1,2 millions de travailleurs étrangers vivent dans le pays.

Les conditions d'entrée et de séjour en République Fédérale ont ainsi été réglées de façon uniforme.

### *Le Conseil italien du Mouvement Européen et la Journée Européenne des Ecoles*

*Le 8 mars a été célébrée la XIIe « Journée Européenne des Ecoles » en Italie. Une série de manifestations culturelles de divulgation ont été organisées à ce propos dans toutes les écoles européennes.*

*Une meilleure connaissance, de la part des jeunes, du patrimoine culturel et spirituel européen, la conviction toujours plus profonde de la nécessité historique de l'union européenne, sont les éléments fondamentaux d'une formation éducative qui va bien au delà des contingences actuelles et de la célébration d'un anniversaire et qui doit renforcer chaque année l'oeuvre de formation du citoyen européen à laquelle se consacrent tous ceux qui ont foi dans l'idéal communautaire et fédéraliste.*

*Cette année encore le Conseil Italien du Mouvement Européen a apporté sa contribution au succès de la « Journée » en organisant dans diverses villes italiennes des manifestations européennes. Dans les grandes institutions romaines, en particulier, ont pris la parole les vice-présidents Cifarelli et Dalla Chiesa, les conseillers nationaux MM. Serafini, Orsello, Zimolo, Del Monte et Bastianetto. A Enna et Terracina M. Lotti, secrétaire général du Conseil, a tenu deux conférences.*

## Coopération atomique franco-allemande

Le professeur Francis Perrin, haut-commissaire français pour l'énergie atomique, venu à la tête d'une délégation du centre atomique de Saclay, a remis officiellement jeudi à l'Institut de physique de Hambourg, la chambre à bulles d'hydrogène pour la photographie de la fission de particules, construite et déjà essayée avec succès dans les laboratoires français. La construction de cette chambre est l'aboutissement d'un projet mis au point par les instituts de physique nucléaire d'Aix-Chapelle, Bonn, Hambourg, Heidelberg et Munich, et réalisé en commun à Saclay par des physiciens français et allemands.

La nouvelle installation, dont la construction a coûté 6 millions de DM, représente le complément indispensable du nouvel électro-synchrotron de Hambourg. Elle permettra aux physiciens français et allemands de poursuivre leurs recherches sur la structure des particules élémentaires. Son principal avantage est de permettre l'analyse simultanée de plusieurs processus de fission de particules.

Dressant le bilan des travaux qui ont permis cette réalisation franco-allemande, M. Perrin s'est félicité de la coopération des laboratoires et instituts de physique allemands et français, exprimant l'espoir de voir cette coopération « si bien engagée se développer encore à l'avenir ».

Remerciant le savant français, le professeur W. Jentschke, directeur de l'Institut de physique de Hambourg, a souligné que le nouveau électro-synchrotron aurait été pratiquement inutilisable sans la chambre à bulles d'hydrogène construite à Saclay. M. W. Taucher a remercié M. Perrin au nom de tous ses collègues allemands; il a également adressé ses félicitations à M. Florent, des laboratoires de Saclay, qui, a-t-il dit, a été l'organisateur de la coopération entre physiciens français et allemands.

## La coopération entre villes européennes

*L'exposé des tâches incombant à un service de presse municipal fournira l'essentiel d'un mémoire que la ville de Bonn fera prochainement parvenir aux directions des services municipaux de Paris, Bruxelles et Luxembourg, villes ne possédant pas de tel organisme. Ce geste soulignera la coopération existant entre les villes groupées au sein de l'Union des capitales de la Communauté économique européenne (U.C.C.E.).*

*Les membres du comité technique de cette union ainsi que les chefs des services de presse et d'information de ces différentes villes se sont dernièrement réunis à Bruxelles où se trouve le siège du secrétariat général de ce groupement. Ils ont procédé à un échange d'expériences et d'observations qui ont eu pour objet aussi bien la pose de plaques de rues que celui, par exemple, du trop grand nombre des pigeons à Paris. Ils ont également étudié la préparation de la prochaine réunion plénière de l'U.C.C.E., qui se tiendra à Rome au mois de mai et où chaque ville présentera un rapport sur un sujet particulier. Il a été prévu que le représentant de Paris parlera sur les échanges de bibliothèques. Bruxelles et Bonn traiteront plus particulièrement des problèmes scolaires et le représentant de Paris parlera sur les échanges de programmes culturels, celui d'Amsterdam sur la planification de la circulation urbaine, tandis que celui de Luxembourg proposera l'échange de bibliothèques. Bruxelles et Bonn traiteront plus particulièrement des problèmes scolaires et le représentant de la capitale fédérale allemande présentera un rapport consacré à des questions de direction administrative. Par ailleurs le programme de l'U.C.C.E. projette pour 1965 une rencontre des directeurs des services municipaux des villes intéressées.*

### bulletin européen

Fondateur: CONSTANTIN DRAGAN - Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO  
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME  
Tél. 671.260

### ABONNEMENTS

Italie . . . . .	Lires 2000	Etranger . . . . .	Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR . . . . .	5000	ABONNEMENT D'HONNEUR . . . . .	10,—
c/c postale Roma N. 1/16290			

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

**TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME**

**R O M E**

**Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN**

*ont collaboré...*

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Ledovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINT-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TRMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.